

Chambre des Représentants

SESSION 1972-1973.

10 OCTOBRE 1972.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI FIGURANT A L'ORDRE DES TRAVAUX DE LA CHAMBRE.

SOMMAIRE :

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE :

	Pages
I. — Projets de loi dont les rapports sont faits	2
II. — Projets et propositions de loi en Commissions :	
a) Commission spéciale	3
b) Commission du Budget	4
c) Commissions permanentes :	
Affaires économiques	4
Affaires étrangères	4
Affaires générales et Fonction publique	5
Agriculture	5
Classes moyennes	5
Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones	6
Culture	6
Défense nationale	6
Education nationale	6
Emploi et travail	7
Environnement	7
Finances	8
Intérieur	9
Justice	11
Prévoyance sociale	13
Santé publique et famille	14
Travaux publics	14
III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération	15

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE.

(En ce qui concerne les projets de loi dont la Chambre a été saisie avant le 19 septembre 1944, il y a lieu de consulter le document de la Chambre n° 1 de la session extraordinaire 1949.)

I. — Projets et proposition de loi dont les rapports sont faits ⁽¹⁾.

a) Projets et proposition de loi dont la Commission propose l'adoption.

Affaires étrangères :

Transports :

Projet de loi portant approbation de la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, faite à La Haye, le 16 décembre 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 147/1 du 11 avril 1972.

Rapport de M. Geldolf, n° 147/2 du 17 juillet 1972.

Armée :

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires économiques pour l'année budgétaire 1972.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XII/1 (1971-1972).

Amendement de M. Pierret, n° 4-XII/2 du 30 mai 1972.

Amendement du Gouvernement, n° 4-XII/3 du 5 juin 1972.

Amendements de M. Claeys, n° 4-XII/4 du 8 juin 1972.

Rapport de M. Deruelles, n° 4-XII/5 du 20 juin 1972.

Amendements : 1° du Gouvernement; 2° de MM. Knoops et Clerfayt, n° 4-XII/6 du 20 juin 1972.

Amendement de M. Damseaux, n° 4-XII/7 du 30 juin 1972.

2. Projet de loi contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1972.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XVI/1 (1971-1972).

Rapport de M. Blanckaert, n° 4-XVI/2 du 20 juin 1972.

Amendement du Gouvernement, n° 4-XVI/3 du 27 juin 1972.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Projet de loi organique des Conseils culturels.

Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M. Mertens de Wilmars, n° 569/2 du 8 février 1961.

Amendement de M. Radoux, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :

Spectacles :

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920, interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} De Riemaecker-Legot, n° 51 du 26 novembre 1953.

Amendements de : 1° M. Dejardin; 2° M^{me} Fontaine-Borguet, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. Fayat, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1° M. Pierson; 2° M. Van Eynde, n° 208 du 27 janvier 1954.

Organisation judiciaire :

Proposition de loi tendant à compléter l'article unique, VIII, de la loi du 25 octobre 1919 modifiant temporairement l'organisation judiciaire et la procédure devant les cours et tribunaux.

Présentée par M. Defraigne, n° 65/1 du 22 février 1972.

Rapport de M. Degroeve, n° 65/2 du 23 juin 1972.

b) Projets de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Agriculture :

Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Assurances sociales :

Sécurité sociale :

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. Fimmers, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :

Prix :

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. Tahon, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

(¹) Les noms imprimés en italiques sont ceux des Représentants ayant cessé de faire partie de la Chambre.

Communes :*Loi communale :*

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. De Cooman, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Droit civil :*Etat civil :*

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Tahon, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Droit pénal :*Contraventions :*

Projet de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 232/1 du 22 juin 1966.

Rapport de M. Boby, n° 232/2 du 16 février 1967.

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. Leclercq, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. Hermans, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. Deruelles, n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. Leclercq, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Enseignement :*Enseignement moyen :*

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen (fonctions de maître d'études ou de surveillant).

Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.

Amendement de M. Deconinck (J.), n° 577 du 27 juin 1951.

Rapport de M. Remacle, n° 653/2 du 17 avril 1970.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

N.B. Ce projet concerne les « Amicales ».

Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.

Rapport de M. Verbist, n° 241 du 16 février 1950.

Le 28 février 1950. — Renvoi en Commission.

Rapport de M. Remacle, n° 654/2 du 17 avril 1970.

2. Projet de loi abrogeant les articles 29 et 31 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957.

Transmis par le Sénat, n° 762/1 du 19 mars 1964.

Rapport de M. Remacle (L.), n° 656/2 du 17 avril 1970.

Guerre :*Résistance :*

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Le 16 avril 1959. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Thielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

Lois électorales :*Elections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Organisation judiciaire :*Notaires, avoués, huissiers :*

Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefère (F.); 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

Pensions :*Pensions civiles :*

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

Rapport de M. Remacle, n° 655/2 du 17 avril 1970.

II. — Projets et propositions de loi en Commissions.**a) Commission spéciale.****COMMISSION DU REGLEMENT.****Chambres législatives :***Règlement de la Chambre :*

Proposition complétant l'article 61 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. d'Alcantara, n° 69/1 du 23 février 1972.

b) Commission du Budget.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget des Voies et Moyens et le budget des Recettes extraordinaires pour l'année budgétaire 1973

- Présenté par le Gouvernement, n° 4 et n° 4-I/1 (1972-1973).
 2. Projet de loi contenant le budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1973.
 Présenté par le Gouvernement, n° 4-II/1 (1972-1973).

c) Commissions permanentes.

COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES.

Arts, Sciences, Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.
 Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.
 Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Commerce et Industrie :

Offices :

Projet de loi octroyant à l'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture (O.B.E.A.) les moyens financiers nécessaires à son fonctionnement.

Présenté par le Gouvernement, n° 902/1 du 23 février 1971.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres au 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Enquête parlementaire :

Proposition d'enquête parlementaire concernant les aides financières aux entreprises en difficulté.

Présentée par M. Charpentier, n° 60/1 du 22 février 1972.

Habitations :

Proposition de loi réglementant les prix des terrains à bâtir dans les lotissements.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 44/1 du 8 février 1972.

Mines :

Projet de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par arrêté royal du 15 septembre 1919.

Amendé par le Sénat, n° 766/3 du 19 mai 1971.

Dégâts miniers :

1. Proposition de loi relative à la responsabilité des dommages provoqués par des propriétaires de prises d'eau souterraine et par des personnes qui font exécuter des travaux entraînant l'abaissement de la nappe aquifère.

Présentée par M. Deruelles, n° 11/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi relative à la création d'un Fonds national d'indemnisation des dommages provoqués par l'abaissement de la nappe aquifère.

Présentée par M. Deruelles, n° 15/1 du 15 décembre 1971.

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES.

Affaires étrangères :

Agents diplomatiques :

1. Projet de loi portant approbation de la Convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie, et des échanges de lettres, signés à Belgrade, le 30 décembre 1969.

Présenté par le Gouvernement, n° 371/1 du 28 août 1972.

2. Projet de loi portant approbation de la convention consulaire entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste de Roumanie, et de l'échange de lettres, signés à Bucarest le 1^{er} juillet 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 383/1 du 29 septembre 1972.

Assurances sociales :

Projet de loi portant approbation de la Convention sur la sécurité sociale entre le Royaume de Belgique et l'Etat d'Israël, signée à Bruxelles le 5 juillet 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 366/1 du 28 juillet 1972.

Benelux :

1. Projet de loi portant ratification de la Convention relative à la simplification des formalités aux frontières intérieures du Benelux en matière d'impôts sur le chiffre d'affaires et modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, signée à Bruxelles le 30 octobre 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 345/1 du 4 juillet 1972.

2. Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, et de l'Annexe, signés à Bruxelles le 9 décembre 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 378/1 du 19 septembre 1972.

Commerce :

1. Projet de loi portant approbation du quatrième accord international sur l'étain et des annexes, faits à Londres le 1^{er} juillet 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 146/1 du 11 avril 1972.

Rapporteur : M. Dewulf.

2. Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur le blé de 1971, comprenant : 1° la Convention sur le commerce du blé de 1971 et ses Annexes; 2° la Convention relative à l'aide alimentaire de 1971, fait à Washington le 29 mars 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 370/1 du 24 août 1972.

Droit international privé :

1. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automobiles, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955; b) Convention additionnelle à ce Traité, signée à La Haye, le 3 juillet 1956.

Amendé par le Sénat, n° 387/3 de 1956-1957.

Rapporteur : M. Pierson.

2. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Protocole concernant l'interprétation par la Cour de Justice de la Convention du 29 février 1968 sur la reconnaissance mutuelle des sociétés et personnes morales, et déclaration commune;

2. Protocole concernant l'interprétation par la Cour de Justice de la Convention du 27 septembre 1968 concernant la compétence judiciaire et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale, et déclaration commune;

faits à Luxembourg le 3 juin 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 287/1 du 12 juin 1972.

3. Projet de loi portant approbation de la Convention supprimant l'exigence de la légalisation des actes publics étrangers et de l'Annexe, faites à La Haye le 5 octobre 1961.

Amendé par le Sénat, n° 331/2 du 29 juin 1972.

Amendement du Gouvernement, n° 331/3 du 3 octobre 1972.

4. Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et la République Arabe Unie, d'autre part, concernant l'indemnisation des intérêts belges et luxembourgeois, du Protocole d'application et de son Annexe, ainsi que des lettres annexes, signés au Caire le 16 juin 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 377/1 du 19 septembre 1972.

Europe :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la République française, la République italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, Etats membres des Communautés européennes, le Royaume de Danemark, l'Irlande, le Royaume de Norvège, et le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du

Nord, relatif à l'adhésion à la Communauté Economique Européenne et à la Communauté Européenne de l'Energie Atomique du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;

2. Décision du Conseil des Communautés Européennes relative à l'adhésion à la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier du Royaume de Danemark, de l'Irlande, du Royaume de Norvège et du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
3. Acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des Traités, Annexes numérotées I à XI, Protocoles numérotés 1 à 30 et Echange de lettres concernant les questions monétaires;
4. Acte final et Documents y annexés, faits à Bruxelles le 22 janvier 1972.

Transmis par le Sénat, n° 343/1 du 30 juin 1972.

Finances :

Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole final, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970.

Présenté par le Gouvernement, n° 972/1 du 7 mai 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 1^{er} avril 1972.

Rapporteur : M. Nothomb.

Marine :

Projet de loi portant approbation du Protocole fait à Bruxelles le 27 mai 1967, portant modification de certaines règles en matière d'assistance et de sauvetage maritimes, signée à Bruxelles le 23 septembre 1910.

Présenté par le Gouvernement, n° 270/1 du 5 juin 1972.

Télégraphes et Téléphones (satellites) :

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

1. Accord relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites « Intelsat » et annexes;
2. Accord d'exploitation relatif à l'organisation internationale de télécommunications par satellites « Intelsat » et annexe, faits à Washington le 10 août 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 379/1 du 19 septembre 1972.

Zaire :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 avril 1965 organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 61/1 du 22 février 1972.

Droit civil :

Etat civil :

Projet de loi relatif à la délivrance des passeports.

Transmis par le Sénat, n° 599/1 du 19 février 1970.

Rapporteur : M. Geldolf.

COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi reculant la limite d'âge pour les recrutements dans le secteur public.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 109/1 du 9 mars 1972.

2. Proposition de loi relative à la dépolitisation du secteur public et à la promotion sociale des agents de ce secteur.

Présentée par M. Niemegeers, n° 285/1 du 8 juin 1972.

Affaires étrangères :

Europe :

Projet de loi relatif aux mesures d'exécution des traités et actes internationaux en matière de marchés de travaux, de fournitures et de services passés par les services publics.

Présenté par le Gouvernement, n° 267/1 du 1^{er} juin 1972.

Amendement de M. Van Geyt, n° 267/2 du 19 juin 1972.

Rapport de M. Schyns, n° 267/3 du 21 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi en Commission.

Travail :

Syndicats :

Projet de loi organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Présenté par le Gouvernement, n° 889/1 du 18 février 1971.

Amendement de M. Posson, n° 889/2 du 16 mars 1971.

Amendements de M. Van Geyt, n° 889/3 du 10 mai 1971.

Amendement de M. Van Raemdonck, n° 889/4 du 18 mai 1971.

Le 27 mai 1971. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires générales et de la Fonction publique et de l'Intérieur.

Amendements de M. Vansteenkiste (L.), n° 889/5 du 14 juin 1971.

Amendement de M. Raskin, n° 889/6 du 15 juin 1971.

Amendements de M. Van Geyt, n° 889/7 du 22 juin 1971.

Amendement de M. Grootjans, n° 889/8 du 2 septembre 1971.

Rapporteurs : MM. Schyns et Tibbaut.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Le 25 juin 1968. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et de l'Agriculture.

Droit civil :

Bail à ferme :

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 4 novembre 1969

modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux.

Présentée par M. Michel, n° 251/1 du 25 mai 1972.

Polders et wateringues :

Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1956 relative aux wateringues.

Présentée par M. Picron, n° 105/1 du 7 mars 1972.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Assurances sociales :

Sécurité sociale :

Proposition de loi instituant un régime de prestations de cessation d'activité, de formation professionnelle et de recyclage en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cudell, n° 176/1 du 12 avril 1972.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi portant anticipation de six mois de la programmation sociale en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. d'Alcantara, n° 56/1 du 16 février 1972.

2. Proposition de loi créant une pension nationale de retraite et de survie pour tous les travailleurs salariés et indépendants.

Présentée par M. Gillet, n° 82/1 du 29 février 1972.

Le 8 mars 1972. — Renvoi aux Commissions réunies des Classes moyennes et de la Prévoyance sociale.

3. Proposition de loi liant le montant de la pension de travailleur indépendant aux revenus professionnels.

Présentée par M. Cudell, n° 211/1 du 4 mai 1972.

Commerce et Industrie :

1. Proposition de loi modifiant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

Présentée par M. Verhaegen, n° 71/1 du 23 février 1972.

2. Proposition de loi relative à l'implantation d'entreprises commerciales et de prestations de services.

Présentée par M. Verhaegen, n° 281/1 du 7 juin 1972.

3. Proposition de loi prévoyant des mesures sociales et économiques en faveur des travailleurs indépendants dirigeant de petites et moyennes entreprises en difficulté.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 283/1 du 8 juin 1972.

Professions :*Architectes :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 62/1 du 22 février 1972.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 20 février 1939, modifiée par celle du 12 juin 1969 sur la protection du titre et de la profession d'architecte.

Présentée par M. Glinne, n° 212/1 du 4 mai 1972.

Géomètres-experts immobiliers :

Proposition de loi créant un Ordre des géomètres-experts immobiliers.

Présentée par M. Van Herreweghe, n° 85/1 du 29 février 1972.

COMMISSIONS DES COMMUNICATIONS, DES POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.**Budgets :**

Projet de loi contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1973.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XV/1 (1972-1973).

Assurances sociales :*Vieillesse et décès prématuré :*

Proposition de loi permettant d'accorder aux pensionnés 50 % de réduction sur les réseaux de la Société nationale des Chemins de fer belges.

Présentée par M. Gillet, n° 115/1 du 14 mars 1972.

Finances :*Dette publique et emprunts :*

Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à émettre sous la garantie de l'Etat des emprunts à

concurrence d'une somme de 1 254 millions de francs pour couvrir des dépenses de premier établissement.

Présenté par le Gouvernement, n° 351/1 du 5 juillet 1972.

Roulage :

1. Proposition de loi rendant obligatoire l'installation sur les voitures automobiles, d'un système de sécurité contre le vol.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 240/1 du 17 mai 1972.

2. Proposition de loi améliorant la formation des jeunes chauffeurs de camions.

Présentée par M. Vansteenkiste (L.), n° 292/1 du 13 juin 1972.

Santé publique :

Proposition de loi organisant le transport international de matières dangereuses ou polluantes susceptibles d'influencer l'environnement.

Présentée par M. Poma, n° 164/1 du 12 avril 1972.

COMMISSION DE LA CULTURE.**Arts, Sciences et Lettres :***Droits d'auteur :*

Proposition de loi modifiant la loi du 22 mars 1886 sur le droit d'auteur.

Présentée par M. Michel, n° 223/1 du 9 mai 1972.

Radiodiffusion :

Proposition de loi portant statut de la Radiodiffusion Télévision Belge.

Présentée par M. Gol, n° 258/1 du 31 mai 1972.

COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE.**Administrations publiques :**

Projet de loi modifiant la loi du 14 février 1955 réglant l'attribution des bonifications d'ancienneté aux militaires des forces armées et de la gendarmerie, invalides de la guerre 1940-1945, d'une part, et aux ministres des cultes, rétribués par le Trésor public, invalides de la guerre 1940-1945, d'autre part.

Présenté par le Gouvernement, n° 381/1 du 26 septembre 1972.

Armée :

1. Projet de loi portant statut des soldats et des caporaux du cadre actif des forces terrestres, aérienne et navale.

Présenté par le Gouvernement, n° 372/1 du 5 septembre 1972.

2. Projet de loi portant le règlement de discipline des forces armées.

Présenté par le Gouvernement, n° 373/1 du 12 septembre 1972.

Guerre :*Evadés :*

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.

Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.

Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.

Amendements de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.

Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.

Le 10 juin 1953. — Renvoi en Commission.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE.**Budgets :**

1. Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale — régime français — pour l'année budgétaire 1972.

Rapporté par le Gouvernement, n° 4-XIX-A/1 (1971-1972).

Rapporteur : M. Brimant.

2. Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale — régime néerlandais — pour l'année budgétaire 1972.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX-B/1 (1971-1972).

Rapporteur : M. Laridon.

3. Projet de loi contenant le budget de l'Education nationale — secteur commun aux régimes français et néerlandais — pour l'année budgétaire 1972.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-XIX-C/1 (1971-1972).

Rapporteurs : MM. Brimant et Laridon.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Présentée par M. De Beul, n° 284/1 du 8 juin 1972.

2. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux du 15 avril 1958 et 10 mars 1965 portant statut pécuniaire du personnel enseignant scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique.

Présentée par M. De Clercq (W.), n° 290/1 du 13 juin 1972.

Enseignement gardien :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M^{me} Copée-Gerbinet, n° 139/1 du 22 mars 1972.

Enseignement primaire :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 12 novembre 1962 fixant le montant de l'allocation octroyée aux membres du personnel des établissements d'enseignement de l'Etat qui assurent les surveillances du matin et du repas de midi.

Présentée par M. Raskin, n° 100/1 du 7 mars 1972.

Enseignement supérieur :

1. Proposition de loi créant un conseil social dans les universités et les établissements assimilés.

Présentée par M. Poma, n° 129/1 du 21 mars 1972.

2. Projet de loi concernant l'enseignement supérieur technique et organisant les études d'ingénieur industriel et de gradué.

Présenté par le Gouvernement, n° 220/1 du 4 mai 1972.

Amendements de M. Delforge, n° 220/2 du 12 mai 1972.

Amendement de M. Peeters, n° 220/3 du 15 mai 1972.

Amendements de : 1° M. Swaelen; 2° M. Van Rompaey, n° 220/4 du 23 mai 1972.

Amendements de : 1° M. Barbeaux; 2° M. Laridon; 3° M. Otte, n° 220/5 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Delforge, n° 220/6 du 5 juin 1972.

Amendements de M. Henckens, n° 220/7 du 6 juin 1972.

Amendements du Gouvernement, n° 220/8 du 12 juin 1972.

Amendements de M. Urbain, n° 220/9 du 19 juin 1972.

Amendement de M. Marthot, n° 220/10 du 28 juin 1972.

Rapporteur : M. Swaelen.

Langues :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique de l'enseignement.

Présentée par M. Raskin, n° 76/1 du 24 février 1972.

2. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux membres du personnel de direction, enseignant et administratif de certains établissements d'enseignement installés dans l'arrondissement de Verviers.

Présentée par M. Schyns, n° 84/1 du 29 février 1972.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement.

Présentée par M. Devos (R.), n° 179/1 du 18 avril 1972.

Professions :*Rééducateur en dyslexie-dysorthographe :*

Proposition de loi créant le titre légal de rééducateur en dyslexie-dysorthographe.

Présentée par M. Payfa, n° 205/1 du 3 mai 1972.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.**Assurances sociales :***Vieillesse et décès prématuré :*

Proposition de loi relative à la pension des anciens travailleurs frontaliers.

Présentée par M. Bila, n° 266/1 du 1^{er} juin 1972.

Enseignement :*Enseignement professionnel :*

Proposition de loi permettant aux jeunes travailleurs de suivre les cours de l'enseignement à horaire réduit pendant les heures normales de travail et organisant le régime de leur rémunération pendant ce temps.

Présentée par M. Baudson, n° 35/1 du 8 février 1972.

Organisation judiciaire :

Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.

Présenté par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.

Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Travail :

1. Proposition de loi instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

Présentée par M. Schyns, n° 90/1 du 1^{er} mars 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 114 du Règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Olaerts, n° 186/1 du 20 avril 1972.

Contrat de travail :

1. Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepe, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

Le 15 avril 1959. — Renvoi en commission.

2. Projet de loi fixant le statut social du sportif.

Transmis par le Sénat, n° 651/1 du 16 avril 1970.

Amendements de M. Brouhon, n° 651/2 du 29 avril 1970.

Amendements de M. Raskin, n° 651/3 du 21 mai 1970.

Amendements de MM. Brouhon et Verhenne, n° 651/4 du 11 mars 1971.

Amendements de M. Duerinck, n° 651/5 du 1^{er} avril 1971.

Amendements de M. Bossicart, n° 651/6 du 3 juin 1971.

Rapporteur : M. Dhoore.

Hygiène et sécurité des travailleurs :

1. Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand (A.), n° 128/3 du 18 mars 1959.

Le 12 novembre 1959. — Renvoi à la Commission de l'Emploi et du Travail et pour avis à la Commission de la Santé publique et de la Famille.

2. Proposition de loi modifiant l'article 11 du Règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Verhaegen, n° 245/1 du 23 mai 1972.

Salaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Présentée par M. Baudson, n° 37/1 du 8 février 1972.

2. Proposition de loi relative au salaire des travailleurs frontaliers.

Présentée par M. Bila, n° 265/1 du 1^{er} juin 1972.

Voyageurs de commerce :

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Le 26 septembre 1945. — Renvoi en Commission.

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT.**Eaux et Forêts :***Pollution des eaux :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution.

Présentée par M. Poma, n° 151/1 du 12 avril 1972.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines.

Présentée par M. Poma, n° 160/1 du 12 avril 1972.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant une série de mesures générales pour la protection de l'environnement.

Présentée par M. Poma, n° 150/1 du 12 avril 1972.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique.

Présentée par M. Poma, n° 154/1 du 12 avril 1972.

3. Proposition de loi relative à la lutte contre la pollution atmosphérique causée par les véhicules automobiles.
Présentée par M. Poma, n° 155/1 du 12 avril 1972.
4. Proposition de loi accordant des subventions d'investissements pour la protection de l'environnement.
Présentée par M. Poma, n° 158/1 du 12 avril 1972.
5. Proposition de loi sur la préservation des espaces verts dans les agglomérations de plus de 30 000 habitants.
Présentée par M. Poma, n° 161/1 du 12 avril 1972.

6. Proposition de loi relative à la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules automobiles.
Présentée par M. Goemans, n° 227/1 du 10 mai 1972.

Urbanisme :

- Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.
Présentée par M. Duerinck, n° 46/1 du 8 février 1972.
Amendement de M. De Keersmaecker, n° 46/2 du 31 mai 1972.

COMMISSION DES FINANCES.

Affaires étrangères :

Droit international privé :

- Proposition de loi organisant le dédommagement des créanciers belges de la République du Zaïre du chef de ses obligations locatives.
Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 136/1 du 22 mars 1972.

Agriculture :

Crédit :

- Projet de loi modifiant le statut de l'Institut national de Crédit agricole.
Présenté par le Gouvernement, n° 374/1 du 14 septembre 1972.

Armée :

Chevrons de front :

- Proposition de loi abrogeant l'article 31 de la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé et interprétant les articles 10 et 11 de la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918 en ce qui concerne l'octroi des montants des rentes de chevrons de front aux veuves et orphelins des anciens combattants de la guerre 1914-1918.
Présentée par M. Tanghe, n° 103/1 du 7 mars 1972.

Assurances sociales :

Vieillesse et décès prématuré :

- Proposition de loi organisant la liaison automatique de l'évolution des pensions des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi à l'évolution des pensions des travailleurs salariés.
Présentée par M. Clerfayt, n° 127/1 du 21 mars 1972.

Budgets :

1. Projet de loi contenant le budget des Dotations pour l'année budgétaire 1973.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-IV/1 (1972-1973).
2. Projet de loi contenant le budget des Dotations culturelles pour l'année budgétaire 1973.
Présenté par le Gouvernement, n° 4-IVbis/1 (1972-1973).

Règlement définitif :

- Projet de loi contenant le règlement définitif du budget des services d'administration générale de l'Etat de l'année 1967 et de budgets d'organismes d'intérêt public pour l'année 1967 ou pour des années antérieures.
Présenté par le Gouvernement, n° 375/1 du 14 septembre 1972.

Commerce et Industrie :

Crédit :

- Projet de loi modifiant la loi du 24 mai 1959, portant élargissement des facilités d'accès au crédit professionnel et artisanal en faveur des classes moyennes.
Présenté par le Gouvernement, n° 369/1 du 18 août 1972.

Cour des Comptes :

Cahier d'observations :

1. Examen du 127^e cahier de la Cour des Comptes.
Rapporteur : M. Van der Elst.
2. Examen du 128^e cahier de la Cour des Comptes.
Rapporteur : M. De Vids.

Finances :

Comptabilité de l'Etat :

1. Projet de loi rendant applicables aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère des Colonies rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953 relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.
Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.
Amendements de M. Saintraint, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

2. Projet de loi concernant le remboursement de sommes payées indûment par l'Etat.
Transmis par le Sénat, n° 824/1 du 16 décembre 1970.
Rapporteur : M. Posson.

Dette publique et emprunts :

- Projet de loi interprétant l'article 4 de l'arrêté royal n° 16 du 22 juillet 1939 relatif à la création d'un fonds de dotation destiné à assurer le financement des pensions de guerre, des majorations de rente de vieillesse et de veuve et des allocations d'orphelins.
Présenté par le Gouvernement, n° 344/1 du 4 juillet 1972.

Guerre :

Prisonniers de guerre :

- Proposition de loi adaptant la loi du 18 août 1947 réglant le statut des prisonniers de guerre de 1940-1945.
Présentée par M. Poma, n° 286/1 du 8 juin 1972.

Habitations :

- Projet de loi modifiant la loi du 2 juillet 1971, confirmant l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du Logement.
Présenté par le Gouvernement, n° 376/1 du 14 septembre 1972.

Impôts :

Impôts directs :

1. Proposition de loi complétant l'article 71, § 1, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Havelange, n° 92/1 du 1^{er} mars 1972.
2. Proposition de loi supprimant le cumul des revenus des époux.
Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 137/1 du 22 mars 1972.
3. Proposition de loi modifiant l'article 63 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. De Clercq (W.), n° 175/1 du 12 avril 1972.
4. Proposition de loi modifiant l'article 67, 3°, et l'article 71, § 1, 3°, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 178/1 du 13 avril 1972.

Impôts indirects :

1. Proposition de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 63/1 du 22 février 1972.
2. Proposition de loi insérant un article 142bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Présentée par M. Baudson, n° 119/1 du 15 mars 1972.
3. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'arrêté royal du 8 mars 1962.
Présentée par M. Raskin, n° 167/1 du 12 avril 1972.

4. Proposition de loi exonérant de la taxe sur la valeur ajoutée les livraisons de biens produits par les handicapés, invalides et pensionnés s'adonnant à un travail artistique ou artisanal.

Présentée par M. Gillet, n° 289/1 du 13 juin 1972.

Pensions :

Pensions civiles :

1. Proposition de loi modifiant, au bénéfice du régime de pension des surveillants de prison, la loi du 15 mai 1920 ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.

Présentée par M. Tanghe, n° 8/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi adaptant le régime de pension du personnel de pilotage et des officiers de pont chargés du commandement des navires des lignes Ostende-Douvres et Ostende-Harwich.

Présentée par M. Claeys, n° 83/1 du 29 février 1972.

3. Proposition de loi adaptant le régime de pension du personnel de pilotage.

Présentée par M. Poma, n° 130/1 du 21 mars 1972.

4. Proposition de loi modifiant le régime de pension du personnel de l'Etat et des communes.

Présentée par M. Poma, n° 166/1 du 12 avril 1972.

5. Proposition de loi valorisant pour le calcul de la pension de retraite, les services non rétribués prestés comme employé volontaire dans les greffes et les parquets.

Présentée par M. Charpentier, n° 173/1 du 12 avril 1972.

6. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté royal n° 254 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et

des orphelins du personnel civil de l'Etat et du personnel assimilé.

Présentée par M. Niemegeers, n° 208/1 du 3 mai 1972.

7. Projet de loi modifiant la loi du 26 mars 1969 relative à la pension des membres du personnel directeur et enseignant ainsi que des surveillants-éducateurs des établissements libres d'enseignement technique ou maritime.

Présenté par le Gouvernement, n° 323/1 du 27 juin 1972.

Pensions militaires :

1. Projet de loi interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.

Transmis par le Sénat, n° 692/1 du 13 décembre 1963.

2. Proposition de loi modifiant l'article 13 des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 88/1 du 1^{er} mars 1972.

3. Proposition de loi complétant la loi du 2 février 1954 portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Présentée par M. Olaerts, n° 262/1 du 1^{er} juin 1972.

Rapporteur : M. Remacle (M.).

4. Proposition de loi étendant les avantages de la loi du 5 juillet 1971 aux marins en service dans la flotte marchande belge et dans la flotte de l'Etat belge durant la guerre 1914-1918.

Présentée par M. Poma, n° 275/1 du 7 juin 1972.

Procédure civile :

Saisie :

Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.

Rapporteur : M. Barbé.

COMMISSION DE L'INTERIEUR.

Administrations publiques :

Langues :

1. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966.

Présentée par M. Raskin, n° 75/1 du 24 février 1972.

2. Proposition de loi octroyant une indemnité de connaissance de la seconde langue aux agents communaux, provinciaux et des services publics, qui exercent leurs fonctions dans l'arrondissement de Verviers.

Présentée par M. Schyns, n° 91/1 du 1^{er} mars 1972.

3. Proposition de loi modifiant les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées le 18 juillet 1966.

Présentée par M. Raskin, n° 168/1 du 12 avril 1972.

Agriculture :

Code rural :

Proposition de loi modifiant l'article 51 du Code rural.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 28/1 du 27 janvier 1972.

Rapporteur : M. Rutten.

Armée :

Milice :

1. Proposition de loi interprétant l'alinéa 2 de l'article 19 de la loi du 22 janvier 1969, modifiant celle du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience.

Présentée par M. Cudell, n° 9/1 du 15 décembre 1971.

Rapporteur : M. Callebert.

2. Proposition de loi modifiant les articles 10, 12, 63 et 87 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 23/1 du 25 janvier 1972.

3. Proposition de loi modifiant l'article 54 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Tanghe, n° 102/1 du 7 mars 1972.

4. Proposition de loi complétant l'article 10, § 2, des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Tanghe, n° 104/1 du 7 mars 1972.

Rapporteur : M. Henckens.

5. Proposition de loi relative aux formalités nécessaires pour acquérir la qualité de militaire.

Présentée par M. Poswick, n° 123/1 du 16 mars 1972.

6. Proposition de loi modifiant le § 3 de l'article 10 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. De Clercq (W.), n° 128/1 du 21 mars 1972.

7. Proposition de loi modifiant l'article 87 des lois sur la milice coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 131/1 du 21 mars 1972.

8. Proposition de loi tendant à compléter les articles 10, 12 et 118 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Barbeaux, n° 174/1 du 12 avril 1972.

9. Proposition de loi accordant le sursis ou la dispense du service militaire pour cause morale aux miliciens élus à un mandat politique.

Présentée par M. Glinne, n° 235/1 du 17 mai 1972.

10. Proposition de loi modifiant l'article 17 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 263/1 du 1^{er} juin 1972.

11. Proposition de loi modifiant la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, modifiée par la loi du 22 janvier 1969.

Présentée par M. Cudell, n° 303/1 du 15 juin 1972.

Amendements de M. Defosset, n° 303/2 du 27 juin 1972.

Rapporteur : M. Callebert.

Communes :

Projet de loi modifiant la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'une troisième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier.

Présenté par le Gouvernement, n° 299/1 du 14 juin 1972.

Fédérations de communes :

Proposition de loi 1° annulant les élections du 21 novembre 1971 pour le Conseil d'agglomération bruxelloise; 2° modifiant la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes; 3° organisant de nouvelles élections pour le Conseil d'agglomération de l'agglomération bruxelloise.

Présentée par M. Anciaux, n° 125/1 du 16 mars 1972.

Fusion de communes :

Proposition de loi tendant à la fusion de la ville d'Anvers avec des communes sises sur la rive gauche de l'Escaut.
Présentée par M. Grootjans, n° 224/1 du 9 mai 1972.
Rapporteur: M. Rutten.

Loi communale :

Proposition de loi modifiant l'article 81 de la loi communale.
Présentée par M. De Mey, n° 74/1 du 24 février 1972.

Personnel :

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Transmis par le Sénat, n° 364/1 de 1959-1960.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 364/2 du 23 mars 1960.

Amendements de M. Bracops, n° 364/3 du 30 mars 1960.

Amendements de M. Bracops, n° 364/4 du 5 avril 1960.

Amendement de M. Bracops, n° 364/5 du 28 avril 1960.

Sous-amendements de M. Saint-Remy, n° 364/6 du 10 mai 1960.

Amendement de M. Saint-Remy, n° 364/7 du 5 juillet 1960.

Rapporteur: M. Picon.

Droit public :*Conseil d'Etat :*

Proposition de loi modifiant la loi du 3 juin 1971 portant modification des lois relatives au Conseil d'Etat.
Présentée par M. Scokaert, n° 316/1 du 22 juin 1972.

Conseils nationaux et régionaux :

1. Projet de loi portant statut du canton de la Voer.

Présenté par le Gouvernement, n° 1064/1 du 16 juillet 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Amendements du Gouvernement, n° 282/2 du 7 juin 1972.

Amendement de M. Bertrand (P.), n° 282/3 du 12 juin 1972.

Amendement de M. Damseaux, n° 282/4 du 13 juin 1972.

Le 21 juin 1972. — Renvoi au Conseil d'Etat pour avis.

Avis du Conseil d'Etat, n° 282/5 du 21 septembre 1972.

Rapporteurs: MM. Willems et Dehousse.

2. Proposition de loi organisant les régions en application de l'article 107^{quater} de la Constitution.

Présentée par M. Van Geyt, n° 317/1 du 22 juin 1972.

Constitution :

1. Proposition de déclaration de révision de l'article 47 de la Constitution.

Présentée par M. Moulin, n° 98/1 du 7 mars 1972.

2. Proposition de déclaration de révision des articles 47 et 50 de la Constitution.

Présentée par M. Levaux, n° 172/1 du 12 avril 1972.

3. Projet de loi relatif à l'article 56^{bis} de la Constitution.

Transmis par le Sénat, n° 308/1 du 21 juin 1972.

Incompatibilités :

1. Proposition de loi modifiant, en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat élus à un mandat législatif, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Présentée par M. Glinne, n° 237/1 du 17 mai 1972.

Amendements de M. Glinne, n° 237/2 du 7 juin 1972.

Amendements de M. Anciaux, n° 237/3 du 22 juin 1972.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Présentée par M. Moulin, n° 278/1 du 7 juin 1972.

Impôts :*Fiscalité provinciale et communale :*

Proposition de loi supprimant la taxe communale sur les transports funèbres.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 252/1 du 25 mai 1972.

Lois électorales :

Proposition de loi modifiant le Code électoral et la loi organique des élections provinciales, en ce qui concerne les votes de préférence et l'élection des suppléants.

Présentée par M. Charpentier, n° 18/1 du 15 décembre 1971.

Amendement de M. Damseaux, n° 18/2 du 30 décembre 1971.

Code électoral :

1. Projet de loi modifiant le Code électoral.

Transmis par le Sénat, n° 1022/1 du 24 juin 1971.

2. Projet de loi complétant l'article 225 du Code électoral.

Transmis par le Sénat, n° 309/1 du 21 juin 1972.

Elections :

Projet de loi modifiant le Code électoral, modifié en dernier lieu par la loi du 8 juillet 1970, en vue d'autoriser les forains à voter par correspondance.

Transmis par le Sénat, n° 1025/1 du 24 juin 1971.

Elections communales :

Proposition de loi tendant à accorder aux étrangers le droit de vote et d'éligibilité aux conseils communaux, de fédérations de communes et d'agglomérations.

Présentée par M. Levaux, n° 182/1 du 19 avril 1972.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 53/1 du 15 février 1972.

2. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres, échevins et présidents des commissions d'assistance publique.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 293/1 du 13 juin 1972.

Provinces :*Loi provinciale :*

Projet de loi modifiant la loi provinciale en ce qui concerne la nomination des greffiers provinciaux.

Transmis par le Sénat, n° 332/1 du 29 juin 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Territoire :

Proposition de loi transférant un certain nombre de communes de la frontière linguistique dans des provinces flamandes.

Présentée par M. Vansteenkiste (L.), n° 291/1 du 13 juin 1972.

Santé publique :

Proposition de loi fixant les critères concernant le séjour d'habitants de roulottes sans résidence fixe.

Présentée par M. Poma, n° 159/1 du 12 avril 1972.

Travail :*Contrat de travail :*

Proposition de loi relative à la participation aux réunions des conseils communaux et provinciaux, des conseils de fédérations et d'agglomération, ainsi que des commissions d'assistance publique.

Présentée par M. De Facq, n° 248/1 du 23 mai 1972.

Syndicats :

Projet de loi organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Présenté par le Gouvernement, n° 889/1 du 18 février 1971.

Amendement de M. Posson, n° 889/2 du 16 mars 1971.

Amendements de M. Van Geyt, n° 889/3 du 10 mai 1971.

Amendement de M. Van Raemdonck, n° 889/4 du 18 mai 1971.

Le 27 mai 1971. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires générales et de la Fonction publique et de l'Intérieur.

Amendements de M. Vansteenkiste (L.), n° 889/5 du 14 juin 1971.
 Amendement de M. Raskin, n° 889/6 du 15 juin 1971.
 Amendements de M. Van Geyt, n° 889/7 du 22 juin 1971.
 Amendement de M. Grootjans, n° 889/8 du 2 septembre 1971.

Rapporteurs : MM. Schyns et Tibbaut.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :*Guerre :*

Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
 Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.
 Rapporteur : M. Vanderpoorten.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
 Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
 Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Amnistie :

1. Proposition de loi amnistiant les délits contre la sûreté de l'Etat.
 Présentée par M. De Beul, n° 106/1 du 7 mars 1972.
2. Proposition de loi relative à l'effacement de certaines condamnations prononcées pour infractions commises au cours de la manifestation des agriculteurs du 23 mars 1971.
 Présentée par M. De Clercq (W.), n° 189/1 du 25 avril 1972.

Armée :*Justice militaire :*

1. Projet de loi relatif à la nomination du membre civil des conseils de guerre en campagne.
 Transmis par le Sénat, n° 735/1 du 21 février 1964.
2. Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les greffiers chefs de service, les articles 96 et 115 de la loi du 15 juin 1899 concernant le titre II du Code de procédure pénale militaire.
 Présenté par le Gouvernement, n° 380/1 du 22 septembre 1972.

Chambres législatives :*Contrôle :*

1. Proposition de loi instituant un procureur parlementaire chargé de veiller au respect de l'égalité entre l'homme et la femme dans la vie publique.
 Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 116/1 du 14 mars 1972.
2. Proposition de loi tendant à instituer la charge de Procureur de la Nation.
 Présentée par M. Kempinaire, n° 199/1 du 27 avril 1972.
3. Proposition de loi instituant un Commissaire du Parlement.
 Présentée par M. Glinne, n° 298/1 du 14 juin 1972.

Commerce et Industrie :*Armes et munitions :*

1. Projet de loi sur les armes et munitions.
 Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 8 avril 1970.
 Amendement de M. Gillet, n° 635/2 du 13 mai 1970 (retiré par l'auteur le 19 mai 1970).
 Le 13 mai 1970. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.
 Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 635/3 du 2 juin 1970.
 Amendement de M. Suykerbuyk, n° 635/4 du 16 juin 1970.
 Amendements de M. Duerinck, n° 635/5 du 5 novembre 1970.
 Amendements de M. Coulonvaux, n° 635/6 du 17 novembre 1970.
 Amendements de M. Belmans, n° 635/7 du 30 novembre 1970.
 Rapporteur : M. Van Rompaey.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
2. Proposition de loi réglementant l'utilisation des armes à feu et des armes de sport.
 Présentée par M. Baudson, n° 70/1 du 23 février 1972.

Cultes :

Proposition de loi complétant la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes.
 Présentée par M. Vandamme (F.), n° 73/1 du 23 février 1972.
 Amendements de M. Degroeve, n° 73/2 du 28 juin 1972.

Droit civil :*Adoption :*

Proposition de loi modifiant l'article 344 du Code civil.
 Présentée par M. De Beul, n° 206/1 du 3 mai 1972.

Bail à ferme :

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2^e, deuxième alinéa, du Code civil.
 Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.
 Rapporteur : M. Cooreman.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.
 Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1957-1958.
 Rapporteur : M. Mertens de Wilmars.

Divorce et séparation :

1. Projet de loi relatif à la pension après divorce.
 Réamendé par le Sénat, n° 225/2 du 17 juin 1966.
 Amendements de : 1^{er} M. Charpentier; 2^e M. Duerinck; 3^e MM. Leys et Belmans; 4^e M. Defraigne, n° 799/2 du 25 novembre 1970.
 Amendement de M. Havelange, n° 799/3 du 10 mars 1971.
 Amendement de M. Claes (A.), n° 799/4 du 16 mars 1971.
 Rapporteur : M. Saint-Remy.

2. Proposition de loi modifiant certains articles du Code civil relatifs au divorce.
 Présentée par M. Kempinaire, n° 140/1 du 22 mars 1972.

Indigénat :

Projet de loi sur la nationalité belge.
 Présenté par le Gouvernement, n° 915/1 du 3 mars 1971.
 Le 6 juillet 1971. — Renvoi à la Commission des Naturalisations pour avis (rapporteur : M. Dhoore).
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
 Le 19 avril 1972. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.
 Amendements du Gouvernement, n° 222/2 du 8 mai 1972.
 Rapporteur : M. Defraigne.

Mariage :

Proposition de loi modifiant les articles 228 et 296 du Code civil, relatifs au délai de remariage après divorce.
 Présentée par M. Baudson, n° 36/1 du 8 février 1972.
 Rapporteur : M. Duerinck.

Responsabilité civile :

1. Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.
 Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.
 Rapporteur : M. Van Rompaey.

2. Proposition de loi sur la réparation des dommages résultant de lésions corporelles dans les accidents de roulage provoqués par le gibier.
 Présentée par M. Michel, n° 114/1 du 14 mars 1972.

Servitudes :

Proposition de loi modifiant la Section V du Titre IV du Livre II (articles 682 à 685) du Code civil, relative au droit de passage ou d'issue.
 Présentée par M. Duerinck, n° 45/1 du 8 février 1972.

Successions :

Proposition de loi modifiant et complétant les articles 832 et 833 du Code civil, relatifs au partage.
 Présentée par M. Duerinck, n° 47/1 du 8 février 1972.

Tutelle :

1. Projet de loi relatif à l'administration des dépôts de titres et des livrets, carnets et autres comptes ouverts au nom d'enfants mineurs.
 Présenté par le Gouvernement, n° 603/1 du 24 février 1970.
 Amendements du Gouvernement, n° 603/2 du 25 mars 1970.
 Amendements de M. Saint-Remy, n° 603/3 du 14 avril 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/4 du 12 mai 1970.
Amendements du Gouvernement, n° 603/5 du 24 juin 1970.
Rapporteur : M. Collignon.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

2. Projet de loi modifiant les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés, ainsi que les articles 569, 594 et 627 du Code judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 310/1 du 21 juin 1972.
Rapporteur : M. Bourgeois.

Vente :

Proposition de loi instituant en faveur des communes un droit de préemption sur les immeubles mis en vente dans les limites d'un plan d'aménagement particulier.
Présentée par M. Michel, n° 246/1 du 23 mai 1972.

Droit commercial :

Proposition de loi relative à la formule du serment employée dans le Code de commerce.

Présentée par M. Poma, n° 297/1 du 14 juin 1972.

Droit pénal :

Amendes pénales :

Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales en vue d'adapter le montant des amendes aux moyens d'existence des condamnés.

Présenté par le Gouvernement, n° 592/1 du 17 février 1970.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
Amendements de M. Charpentier, n° 592/2 du 1^{er} avril 1972.
Rapporteur : M. Mathys.

Coups et blessures :

Proposition de loi organisant l'indemnisation à charge de l'Etat, des victimes d'actes de violence.

Présentée par M. Glinne, n° 236/1 du 17 mai 1972.
Amendements de M. Defraigne, n° 236/2 du 30 mai 1972.

Détention préventive :

Projet de loi modifiant la loi du 20 avril 1874 relative à la détention préventive et complétant l'article 447 du Code d'instruction criminelle.

Amendé par le Sénat, n° 312/2 du 21 juin 1972.

Homicide involontaire :

Proposition de loi instaurant l'obligation de donner l'alarme en cas d'imminence d'un péril grave.

Présentée par M. Geldolf, n° 135/1 du 22 mars 1972.

Inadaptés sociaux :

Projet de loi sur les inadaptés sociaux.
Présenté par le Gouvernement, n° 1014/1 du 17 juin 1971.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
Amendement du Gouvernement, n° 260/2 du 31 mai 1972.
Rapporteur : M. Van Rompaey.

Sûreté de l'Etat (armée étrangère) :

Projet de loi concernant les services dans une armée ou une troupe se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger.

Présenté par le Gouvernement, n° 478/1 du 14 novembre 1967.
Amendement de M. Saintraint, n° 478/2 du 4 décembre 1967.
Amendements de M. Glinne, n° 478/3 du 5 décembre 1967.
Rapport de M. Lindemans, n° 478/4 du 20 décembre 1967.
Amendements de M. Le Grève, n° 478/5 du 8 janvier 1968.
Amendements de M. Glinne, n° 478/6 du 8 janvier 1968.
Amendement du Gouvernement, n° 478/7 du 9 janvier 1968.
Amendements de : 1° M. Defraigne; 2° M. Pierson, n° 478/8 du 16 janvier 1968.

Sous-amendement de M. Glinne, n° 478/9 du 24 janvier 1968.
Rapport complémentaire de M. Lindemans, n° 478/10 du 31 janvier 1968.

Amendements de M. Le Grève, n° 478/11 du 31 janvier 1968.
Amendement de M. Saintraint, n° 478/12 du 5 février 1968.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Usurpation :

Projet de loi modifiant les articles 185, 186, 187 et 228 du Code pénal et y insérant un article 184bis.

Présenté par le Gouvernement, n° 857/1 du 20 août 1964.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Vol :

Proposition de loi complétant le chapitre 1^{er} du titre IX du Code pénal afin de prévoir des peines à l'encontre des personnes ayant provoqué, sous la menace, le détournement d'un aéronef.
Présentée par MM. Gillet et Defraigne, n° 250/1 du 24 mai 1972.

Instruction criminelle :

Projet de loi relatif aux casiers judiciaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 12 avril 1965.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Jeunesse :

Projet de loi étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge.

Présenté par le Gouvernement, n° 1065/1 du 29 juillet 1971.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Jeux et paris :

Proposition de loi modifiant l'article 1 de la loi du 24 octobre 1902 concernant le jeu, complétée par la loi du 19 avril 1963.

Présentée par M. Raskin, n° 126/1 du 21 mars 1972.

Notariat :

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.
Transmis par le Sénat, n° 1021/1 du 25 mars 1965.

Amendements de M. Hermans, n° 1021/2 du 30 mars 1965.
Amendements de M. Saintraint, n° 1021/3 du 5 avril 1965.
Amendements de : 1° M. De Clercq (W.); 2° M. Dewulf, n° 1021/4 du 8 avril 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/2 du 28 février 1966.
Amendements du Gouvernement, n° 135/3 du 22 juin 1966.
Amendements de M. Saintraint, n° 135/4 du 8 septembre 1966.
Amendements de M. Van Lidde de Jude, n° 135/5 du 27 septembre 1966.

Amendements de M. Leys, n° 135/6 du 18 décembre 1967.
Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 135/7 du 25 janvier 1968.
Amendements de M. Lindemans, n° 253/2 du 21 janvier 1969.
Rapporteur : M. Hermans.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

Transmis par le Sénat, n° 1033/1 du 7 avril 1965.
Amendement de M. Saintraint, n° 358/2 du 30 janvier 1967.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967, contenant le Code judiciaire, en vue du rattachement du canton de Ninove à l'arrondissement judiciaire d'Audenarde.

Présentée par M. Waltriel, n° 29/1 du 27 janvier 1972.

Rapport de M. Kempinaire, n° 29/2 du 31 mai 1972.

Le 15 juin 1972. — Renvoi en Commission.

2. Proposition de loi créant un canton judiciaire dont le siège est établi à Gistel.

Présentée par M. Claeys, n° 93/1 du 2 mars 1972.

3. Proposition de loi relative à la formule du serment devant les tribunaux.
Présentée par M. Poma, n° 214/1 du 4 mai 1972.
 4. Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.
Présenté par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.
Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.
Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.
Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.
 5. Proposition de loi complétant les articles 947, 951, 952 et 983 du Code judiciaire.
Présentée par M. Charpentier, n° 280/1 du 7 juin 1972.
 6. Projet de loi relatif à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'article 104 de la Constitution.
Présenté par le Gouvernement, n° 364/1 du 13 juillet 1972.
Amendement de M. Raskin, n° 364/2 du 13 septembre 1972.
- Barreau :**
1. Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.
Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.
Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.
Rapporteur : M. De Gryse.
 2. Proposition de loi modifiant l'article 439 du Code judiciaire, pour fixer le titre des avocats.
Présentée par M. Charpentier, n° 19/1 du 15 décembre 1971.
- Justices de paix :**
1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par MM. Flamant et De Clercq (W.), n° 169/1 du 12 avril 1972.
 2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par MM. Flamant et De Clercq (W.), n° 207/1 du 3 mai 1972.
Amendement de MM. Flamant et De Clercq (W.), n° 207/2 du 28 juin 1972.
- Langues :**
1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.
 2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.
 3. Projet de loi modifiant l'article 7, § 1bis de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présenté par le Gouvernement, n° 79/1 du 28 février 1972.
Rapport de M. Baert, n° 79/2 du 4 mai 1972.
Le 10 mai 1972. — Renvoi en Commission.
 4. Projet de loi abrogeant l'article 5, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présenté par le Gouvernement, n° 118/1 du 14 mars 1972.
Amendements de M. Schyns, n° 118/2 du 11 avril 1972.
 5. Proposition de loi modifiant l'article 49 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 264/1 du 1^{er} juin 1972.
 6. Projet de loi modifiant l'article 43quinquies de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire, inséré par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présenté par le Gouvernement, n° 304/1 du 15 juin 1972.

Notaires, avoués, huissiers :

- Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.
Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.
Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 331 de 1949-1950.
Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 24 du 28 juin 1950.
Rapporteur : M. De Gryse.

Personnel :

1. Proposition de loi complétant l'article 36bis des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.
Présentée par M. Duerinck, n° 66/1 du 22 février 1972.
2. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.
Présentée par M. Charpentier, n° 120/1 du 15 mars 1972.

Traitements :

- Proposition de loi modifiant l'article 364 du Code judiciaire.
Présentée par M. Baudson, n° 33/1 du 8 février 1972.
Rapporteur : M. Collignon.

Tribunaux du travail :

1. Proposition de loi portant attribution de compétence au président du tribunal du travail en matière de conciliation et en matière de juridiction gracieuse.
Présentée par M. Kempinaire, n° 95/1 du 2 mars 1972.
2. Proposition de loi relative aux formalités imposées aux experts désignés par les tribunaux du travail.
Présentée par M. Kempinaire, n° 96/1 du 2 mars 1972.

Procédure civile :

Compétence :

- Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.
Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.
Rapporteur : M. Soudan.

Professions :

Agents commerciaux :

- Projet de loi concernant le contrat d'agence.
Présenté par le Gouvernement, n° 283/1 du 14 février 1969.
Amendements de : 1° M. Gillet; 2° M. Lindemans, n° 283/2 du 14 mai 1969.
Le 14 mai 1969. — Renvoi à la sous-commission de la Commission de la Justice.
Sous-amendement de M. Van Lidth de Jeude, n° 283/3 du 27 novembre 1969.
Rapporteur : M. Boel.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Transports :

Navigation aérienne :

- Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1937 portant révision de la loi du 16 novembre 1919 relative à la réglementation de la navigation aérienne et la loi du 15 mars 1874 sur les extraditions.
Présenté par le Gouvernement, n° 295/1 du 14 juin 1972.

COMMISSION DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les allocations familiales.
Présentée par M. Baudson, n° 38/1 du 8 février 1972.
2. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.
Présentée par M^{me} Verlaet-Gevaert, n° 171/1 du 12 avril 1972.
Rapporteur : M. Callebert.
3. Proposition de loi relative aux allocations familiales des travailleurs frontaliers.
Présentée par M. Bila, n° 242/1 du 18 mai 1972.

Assurances sociales :

Maladies professionnelles :

1. Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 28 mars 1969

dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation.

Présentée par M. Rutten, n° 41/1 du 8 février 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 61 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci, coordonnées le 3 juin 1970.
Présentée par M. Van Rompaey, n° 43/1 du 8 février 1972.
Amendements du Gouvernement, n° 43/2 du 31 juillet 1972.
Rapporteur : M. Gondry.

3. Proposition de loi modifiant les lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles coordonnées le 3 juin 1970.
Présentée par M. Olaerts, n° 180/1 du 18 avril 1972.

Sécurité sociale :

Proposition de loi sauvegardant, en ce qui concerne les avantages accordés par la sécurité sociale, les droits acquis de la mère qui cesse temporairement d'être assujettie à la sécurité sociale.

Présentée par M^{me} Verlaack-Gevaert, n° 42/1 du 8 février 1972.

Rapporteur : M. De Mey.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi autorisant l'activité professionnelle pour toutes les personnes bénéficiaires d'une pension de vieillesse ou de survie.

Présentée par M. Charpentier, n° 17/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi relative au cumul d'une pension de retraite d'ouvrier mineur et d'une rente ou allocation, accordée en exécution de la législation relative aux accidents du travail ou aux maladies professionnelles.

Présentée par M. Kelchtermans, n° 40/1 du 8 février 1972.

3. Proposition de loi créant une commission permanente chargée de déterminer un minimum socio-vital.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 55/1 du 16 février 1972.

4. Proposition de loi créant une pension nationale de retraite et de survie pour tous les travailleurs salariés et indépendants.

Présentée par M. Gillet, n° 82/1 du 29 février 1972.

Le 8 mars 1972. — Renvoi aux Commissions réunies des Classes moyennes et de la Prévoyance sociale.

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Assistance :

Proposition de loi relative à l'organisation obligatoire d'un service de sauvetage dans les établissements de bains publics ainsi qu'au littoral.

Présentée par M. Poma, n° 152/1 du 12 avril 1972.

Assurances sociales :*Vieillesse et décès prématuré :*

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 1970 instituant une allocation de déménagement, une allocation-loyer et une allocation d'installation en faveur de personnes âgées qui évacuent un logement inadapté à leur condition physique pour occuper un logement spécifique.

Présentée par M. Olacerts, n° 181/1 du 18 avril 1972.

Eaux et forêts :*Pollution des eaux :*

1. Proposition de loi encourageant la construction de stations privées d'épuration des eaux.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 10/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi interdisant les déversements d'immondices aux abords des captages des sociétés de distribution d'eau potable et en bordure des cours d'eau de la classe I.

Présentée par M. Poma, n° 163/1 du 12 avril 1972.

Guerre :*Prisonniers de guerre. — Prisonniers politiques :*

Projet de loi modifiant les lois relatives au statut des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, coordonnées le 16 octobre 1954, et déterminant, pour certaines catégories de prisonniers de guerre, les modalités d'octroi de la pension prévue à l'article 7, alinéa 5, des lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

Présenté par le Gouvernement, n° 479/1 du 25 septembre 1969.

Rapporteur : M. Nazé.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Habitations :

Proposition de loi modifiant le Code du logement établi par l'arrêté royal du 10 décembre 1970 et confirmé par la loi du 2 juillet 1971.

Présentée par M. Van Rompaey, n° 64/1 du 22 février 1972.

Impôts :*Distribution d'eau :*

Proposition de loi modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société nationale des distributions d'eau, ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907.

Présentée par M. Verhenne, n° 26/1 du 25 janvier 1972.

Roulage :

Proposition de loi sur le renforcement de la sécurité des courses cyclistes.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 138/1 du 22 mars 1972.

Santé publique :

1. Proposition de loi relative à la protection contre les dangers de la cigarette.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 101/1 du 7 mars 1972.

2. Proposition de loi sur la dératisation.

Présentée par M. Poma, n° 153/1 du 12 avril 1972.

3. Proposition de loi relative à l'emploi des emballages perdus.

Présentée par M. Poma, n° 156/1 du 12 avril 1972.

4. Proposition de loi portant création d'un Office national de destruction des immondices.

Présentée par M. Poma, n° 157/1 du 12 avril 1972.

5. Proposition de loi relative aux normes auxquelles doit satisfaire l'eau des piscines.

Présentée par M. Poma, n° 162/1 du 12 avril 1972.

6. Proposition de loi portant création d'un Directoire de l'Eau.

Présentée par M. Poma, n° 165/1 du 12 avril 1972.

7. Proposition de loi relative à la lutte contre le bruit.

Présentée par M. Poma, n° 193/1 du 26 avril 1972.

8. Proposition de loi rendant obligatoire la vaccination anti-rubéoleuse.

Présentée par M. Payfa, n° 314/1 du 21 juin 1972.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

Arts, Sciences et Lettres :

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 34/1 du 8 février 1972.

Guerre :*Domages de guerre :*

1. Projet de loi modifiant les articles 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés coordonnées le 30 janvier 1954 et, par extension, la législation

relative à la réparation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées.

[Articles disjoints du projet n° 425/1. — Voir rapport de M. Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]

Amendé par le Sénat, n° 425/27 du 31 mars 1965.

Rapport de M. De Mey, n° 425/28 du 6 avril 1965.

Le 28 avril 1970. — Renvoi en commission.

2. Proposition de loi insérant un nouvel article 5bis dans les lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Présentée par M. Schyns, n° 94/1 du 2 mars 1972.

Habitations :

Proposition de loi modifiant la loi du 15 avril 1949 instituant le Fonds national du Logement :

- a) en vue de contribuer à un équipement plus rapide des ensembles d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes;
- b) en vue de faciliter le problème du logement social dans les régions rurales et semi-rurales du pays.

Présentée par M. Barbeaux, n° 257/1 du 31 mai 1972.

Monuments et sites :

Proposition de loi relative à la protection du site des dunes de La Panne.

Présentée par M. Leys, n° 261/1 du 1^{er} juin 1972.

Travaux publics :*Ports :*

Proposition de loi instituant un Fonds des ports 1970-1980.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 170/1 du 12 avril 1972.

III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.**Administrations publiques :***Personnel d'Afrique :*

Proposition de loi complétant la loi du 20 juillet 1971 modifiant l'article 29 des lois relatives au personnel d'Afrique coordonnées par l'arrêté royal du 21 mai 1964.

Présentée par M. Boon, n° 54/1 du 15 février 1972.

Affaires étrangères :*Europe :*

Proposition de loi tendant à désigner les membres belges du Parlement européen par élection générale directe.

Présentée par M. De Croo, n° 24/1 du 25 janvier 1972.

Zaire :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 avril 1965 organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance.

Présentée par M. Kempinaire, n° 81/1 du 29 février 1972.

Agriculture :

1. Proposition de loi relative au remembrement légal de biens ruraux.

Présentée par MM. Poma et De Beul, n° 324/1 du 28 juin 1972.

2. Proposition de loi tendant à élargir l'application de l'article 3 de la loi du 3 mai 1971, favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.

Présentée par M. Herbage, n° 340/1 du 29 juin 1972.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi portant modification des lois relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, coordonnées par l'arrêté royal du 19 décembre 1939.

Présentée par M. Baert, n° 273/1 du 7 juin 1972.

2. Proposition de loi relative à l'octroi d'une allocation socio-pédagogique aux mères célibataires qui élèvent elles-mêmes leur enfant.

Présentée par M. Baert, n° 274/1 du 7 juin 1972.

Armée :*Chevrons de front :*

1. Proposition de loi majorant la rente pour chevrons de front versée aux veuves.

Présentée par M. Poma, n° 347/1 du 4 juillet 1972.

2. Proposition de loi supprimant la distinction faite entre les titulaires de chevrons de front, selon qu'ils sont, ou non, détenteurs d'une carte du feu.

Présentée par M. Poma, n° 363/1 du 12 juillet 1972.

Justice militaire :

Proposition de loi relative à l'abolition de la peine disciplinaire militaire du cachot.

Présentée par M. Poswick, n° 108/1 du 9 mars 1972.

Milice :

1. Proposition de loi tendant à réduire la durée du service militaire.

Présentée par M. De Croo, n° 25/1 du 25 janvier 1972.

2. Proposition de loi tendant à instaurer une armée de métier.

Présentée par M. Kempinaire, n° 197/1 du 27 avril 1972.

3. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, modifiée par la loi du 22 janvier 1969.

Présentée par M. Mangelschots, n° 238/1 du 17 mai 1972.

Personnel civil :

Proposition de loi relative à la création d'un service de conseillers laïcs à l'armée.

Présentée par M. Mangelschots, n° 348/1 du 4 juillet 1972.

Assistance :

Proposition de loi instaurant une taxe de solidarité en faveur des pays en voie de développement.

Présentée par M. Dewulf, n° 99/1 du 8 mars 1972.

Assurances sociales :*Handicapés :*

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Présentée par M. De Paepe, n° 360/1 du 10 juillet 1972.

Maladies professionnelles :

1. Proposition de loi modifiant l'article 79 de l'arrêté royal du 3 juin 1970 portant coordination des dispositions légales relatives aux maladies professionnelles.

Présentée par M. Nazé, n° 306/1 du 20 juin 1972.

2. Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 28 mars 1969 dressant la liste des maladies professionnelles donnant lieu à réparation.

Présentée par M. Kelchtermans, n° 355/1 du 5 juillet 1972.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

Présentée par M. Dhoore, n° 16/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 novembre 1971 déterminant l'incidence des fluctuations de l'indice des prix à la consommation sur la perception des cotisations dues pour les deux premiers trimestres de l'année 1972 dans le cadre du statut social des travailleurs indépendants.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 336/1 du 29 juin 1972.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi créant une Commission nationale chargée d'élaborer un plan d'égénéralisation en matière de pensions en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Kempinaire, n° 198/1 du 27 avril 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Baert, n° 215/1 du 4 mai 1972.

3. Proposition de loi modifiant l'article 9 de la loi du 12 juillet 1966 relative aux maisons de repos pour personnes âgées.

Présentée par M. Verhenne, n° 276/1 du 7 juin 1972.

4. Proposition de loi modifiant l'article 25 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 afin de permettre aux veuves qui bénéficient d'une pension de survie, d'effectuer un travail salarié.

Présentée par M. Plasman, n° 296/1 du 14 juin 1972.

5. Proposition de loi supprimant l'enquête sur les ressources en matière de prestations de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cudell, n° 302/1 du 15 juin 1972.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 décembre 1967 portant règlement général relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants et l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 337/1 du 29 juin 1972.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Moulin, n° 350/1 du 4 juillet 1972.

8. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Moulin, n° 356/1 du 5 juillet 1972.

Chambres législatives :

Proposition de loi instaurant une procédure en vue de régler les conflits entre les dispositions légales ou administratives de droit interne et les dispositions de droit international ou de droit communautaire.

Présentée par M. Kempinaire, n° 200/1 du 27 avril 1972.

Chasse :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1961 en vue d'assurer la réparation des dégâts causés par le gros gibier.

Présentée par M. Michel, n° 247/1 du 23 mai 1972.

Le 1^{er} juin 1972. — Renvoi au Conseil d'Etat pour avis.

Avis du Conseil d'Etat, n° 247/2 du 8 août 1972.

Communes :

Proposition de loi relative à l'octroi du titre de bourgmestre honoraire.

Présentée par M. Swaelen, n° 341/1 du 29 juin 1972.

Fédération de communes :

Proposition de loi modifiant les articles 84 et 85 de la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 68/1 du 22 février 1972.

Loi communale :

Proposition de loi modifiant la loi communale.

Présentée par M. Levaux, n° 315/1 du 21 juin 1972.

Conseil d'Etat :

Traitements :

Proposition de loi modifiant l'article 3 de la loi du 9 juillet 1969 modifiant la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat.

Présentée par M. Saint-Remy, n° 177/1 du 12 avril 1972.

Droit civil :

Adoption :

1. Proposition de loi modifiant le titre VIII du livre premier du Code civil.

Présentée par M. Baert, n° 271/1 du 7 juin 1972.

2. Proposition de loi relative au placement d'enfants en vue de leur légitimation par adoption et à l'agrégation des œuvres d'adoption.

Présentée par M. Baert, n° 272/1 du 7 juin 1972.

Etat civil :

Proposition de loi modifiant l'article 57 du Code civil.

Présentée par M. Gheysen, n° 362/1 du 12 juillet 1972.

Privileges et hypothèques :

Proposition de loi modifiant l'article 90, alinéa 1^{er}, de la loi du 16 décembre 1851, sur les privilèges et hypothèques.

Présentée par M. Raskin, n° 225/1 du 9 mai 1972.

Vente :

Proposition de loi portant abrogation de la loi du 25 juin 1921

frappant d'un droit de suite les ventes publiques d'œuvres d'art.

Présentée par M. Grootjans, n° 353/1 du 5 juillet 1972.

Droit commercial :

Sociétés :

Proposition de loi modifiant l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et l'article 108 du Titre V, du Livre 1^{er} du Code du commerce.

Présentée par M. Clerfayt, n° 354/1 du 5 juillet 1972.

Droit pénal :

Homicide volontaire :

Proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 397bis (nouveau) relatif à la condamnation des trafiquants de stupéfiants.

Présentée par M. Gillet, n° 307/1 du 20 juin 1972.

Droit public :

Conseils nationaux et régionaux :

Proposition de loi instituant un Secrétariat d'Etat pour la région de langue allemande.

Présentée par M. Damseaux, n° 39/1 du 8 février 1972.

Constitution :

1. Proposition de déclaration de révision des articles 60 et 61 de la Constitution.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 59/1 du 22 février 1972.

2. Proposition de déclaration de révision de l'article 47, troisième alinéa, de la Constitution relatif au droit de vote des femmes.

Présentée par M^{me} Lahaye-Duclos, n° 367/1 du 2 août 1972.

Enquête parlementaire :

1. Proposition d'enquête parlementaire concernant les diverses formes de pollution de la nature.

Présentée par M. Gol, n° 149/1 du 12 avril 1972.

2. Proposition d'enquête parlementaire sur le protocole d'octroi de concession du 9 janvier 1968 et la convention du 3 avril 1968 entre la Régie des Télégraphes et Téléphones et la S.A. Promédia ou toute autre société chargeant ladite société pour une durée de quinze ans de la composition, de l'impression et de diffusion de l'indicateur des téléphones.

Présentée par M. Knoops, n° 349/1 du 4 juillet 1972.

3. Proposition tendant à instituer une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles ont été conclus certains contrats entre divers pouvoirs publics et les sociétés du groupe « Compagnie de Promotion » (ex Consortium des parkings) connu sous le sigle C.D.P. et dans lesquelles ont été accordés ou promis des avantages, aides, etc. auxdites sociétés.

Présentée par M. Clerfayt, n° 352/1 du 5 juillet 1972.

Enseignement :

Proposition de loi modifiant la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat et sauvegardant les droits acquis du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat.

Présentée par MM. De Clercq (W.) et Grootjans, n° 188/1 du 25 avril 1972.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi créant le titre de gradué en gestion de maison de repos et en nursing.

Présentée par M. Gillet, n° 213/1 du 4 mai 1972.

Guerre :

Déportés :

Proposition de loi modifiant la loi du 12 décembre 1969, créant une rente viagère en faveur des déportés de la guerre de 1914-1918 et des réfractaires et déportés pour le travail obligatoire de la guerre de 1940-1945.

Présentée par M. Poswick, n° 210/1 du 4 mai 1972.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi modifiant les articles 28 et 32 de la loi du 15 mars 1954, relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Présentée par M. Schyns, n° 256/1 du 30 mai 1972.

Habitations :

Proposition de loi modifiant le Code du logement en vue d'intensifier la lutte contre les taudis à l'initiative des pouvoirs et organismes publics.

Présentée par M. Cudell, n° 334/1 du 29 juin 1972.

Impôts :*Fiscalité provinciale et communale :*

1. Proposition de loi relative aux taxes communales sur les « maisons de logement » ou « taxes de séjour ».

Présentée par M. Dhoore, n° 14/1 du 15 décembre 1971.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur.

Présentée par M. Devos (R.), n° 67/1 du 22 février 1972.

Impôts directs :

1. Proposition de loi modifiant l'article 162 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Raskin, n° 191/1 du 25 avril 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 51, § 2, 1°, du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Van Leemputten, n° 209/1 du 3 mai 1972.

3. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'exonération fiscale de certaines libéralités.

Présentée par M. Poma, n° 327/1 du 28 juin 1972.

Instruction criminelle :

Proposition de loi complétant le Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Raskin, n° 226/1 du 9 mai 1972.

Jeunesse :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.

Présentée par M. Kempinaire, n° 253/1 du 25 mai 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1, deuxième alinéa, de la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.

Présentée par M. Cudell, n° 305/1 du 20 juin 1972.

Jeux et paris :

Proposition de loi tendant à interdire les appareils automatiques de divertissement.

Présentée par M. Defosset, n° 338/1 du 29 juin 1972.

Lois électorales :*Elections provinciales :*

Proposition de loi fixant l'âge de l'électorat à 18 ans et l'âge de l'éligibilité à 21 ans pour les élections provinciales.

Présentée par M. Knoops, n° 13/1 du 15 décembre 1971.

Monuments et sites :

Proposition de loi sur la protection du site des dunes.

Présentée par M. Leys, n° 342/1 du 30 juin 1972.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant l'article 731 du Code judiciaire.

Présentée par M. Kempinaire, n° 329/1 du 28 juin 1972.

2. Proposition de loi modifiant les articles 779, 918, 946, 955 et 1004 du Code judiciaire.

Présentée par M. Kempinaire, n° 330/1 du 28 juin 1972.

3. Proposition de loi modifiant les articles 755, 756 et 1026 du Code judiciaire.

Présentée par M. Kempinaire, n° 335/1 du 29 juin 1972.

Langues :

1. Proposition de loi complétant l'article 36 de la loi du 15 juin 1935, sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 234/1 du 17 mai 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 4, § 1, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 325/1 du 28 juin 1972.

3. Proposition de loi complétant l'article 4, § 2, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 326/1 du 28 juin 1972.

Traitements :

1. Proposition de loi complétant l'article 36bis des dispositions transitoires du Code judiciaire.

Présentée par M. Declercq (T.), n° 194/1 du 26 avril 1972.

2. Proposition de loi modifiant l'article 371 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Laridon, n° 339/1 du 29 juin 1972.

3. Proposition de loi tendant à la liquidation aux membres de l'Ordre judiciaire d'une avance de 14 % de leurs traitements à valoir sur la revalorisation de ceux-ci.

Présentée par M. Grafé, n° 346/1 du 4 juillet 1972.

Pensions :*Pensions civiles :*

Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres et échevins.

Présentée par M. Mangelschots, n° 239/1 du 17 mai 1972.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958 créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre, telle qu'elle a été modifiée par la loi du 29 mars 1967.

Présentée par M. Gillet, n° 124/1 du 16 mars 1972.

2. Proposition de loi tendant à modifier les lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Présentée par M. Delforge, n° 333/1 du 29 juin 1972.

Professions :*Agents commerciaux :*

Proposition de loi relative au contrat d'agence commerciale.

Présentée par M. Cudell, n° 328/1 du 28 juin 1972.

Roulage :

1. Proposition de loi tendant à instaurer la priorité de gauche.

Présentée par M. Kempinaire, n° 196/1 du 27 avril 1972.

2. Proposition de loi interdisant la publicité relative à la vitesse pouvant être atteinte par les automobiles.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 358/1 du 7 juillet 1972.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant interdiction de la publicité faite au moyen d'avions.

Présentée par M. Vandamme (F.), n° 357/1 du 7 juillet 1972.

2. Proposition de loi réservant aux pharmaciens la dispensation des médicaments destinés aux animaux.

Présentée par M. Michel, n° 368/1 du 2 août 1972.

Tourisme :

Proposition de loi relative à l'équipement des routes touristiques.
Présentée par M. Vandamme (F.), n° 359/1 du 7 juillet 1972.

Travail :

Proposition de loi instaurant un système de crédits d'heures pour les jeunes travailleurs salariés, indépendants et aidants.
Présentée par M. Henckens, n° 361/1 du 10 juillet 1972.

Contrat de travail :

Proposition de loi modifiant l'article 19, § 2, de la loi du 10 mars 1900 sur le contrat de travail.
Présentée par M. Delforge, n° 187/1 du 25 avril 1972.

Vacances :

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 22 juin 1948 accordant aux ouvriers mineurs des titres de voyage gratuit pour les vacances annuelles et l'arrêté royal du 28 juin 1967 déterminant les modalités spéciales d'application aux ouvriers mineurs et assimilés de la législation relative aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

Présentée par M. Raskin, n° 190/1 du 25 avril 1972.

Urbanisme :

Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par les lois du 22 avril 1970 et du 22 décembre 1970.

Présentée par M. Kelchtermans, n° 277/1 du 7 juin 1972.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1972-1973.

11 OKTOBER 1972.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOORKOMENDE OP DE AGENDA VAN DE KAMER.

INHOUD :

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING :

	Bladz.
I. — Wetsontwerpen waarover verslag is uitgebracht	2
II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Bijzondere Commissie	4
b) Commissie voor de Begroting	4
c) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	4
Binnenlandse Zaken	4
Buitenlandse Zaken	6
Cultuur	7
Economische Zaken	7
Financiën	7
Justitie	9
Landbouw	12
Landsverdediging	12
Leefmilieu	12
Middenstand	12
Nationale Opvoeding	13
Openbare Werken	13
Sociale Voorzorg	14
Tewerkstelling en Arbeid	14
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	15
Volksgezondheid en Gezin	15
III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	16

WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING.

(Wat de wetsontwerpen betreft, aanhangig bij de Kamer van vóór 19 september 1944, gelieve men stuk n° 1 der Kamer van de buitengewone zitting 1949, te raadplegen.)

I. — Wetsontwerpen en -voorstel waarover verslag is uitgebracht ⁽¹⁾.

a) Wetsontwerpen en -voorstel waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Economische Zaken voor het begrotingsjaar 1972.
Ingediend door de Regering, n° 4-XII/1 (1971-1972).
Amendement van de heer Pierret, n° 4-XII/2 van 30 mei 1972.
Amendement van de Regering, n° 4-XII/3 van 5 juni 1972.
Amendementen van de heer Claeys, n° 4-XII/4 van 8 juni 1972.
Verslag van de heer Deruelles, n° 4-XII/5 van 20 juni 1972.
Amendementen van: 1° de Regering; 2° de heren Knoops en Clerfayt, n° 4-XII/6 van 20 juni 1972.
Amendement van de heer Damseaux, n° 4-XII/7 van 30 juni 1972.
2. Wetsontwerp houdende de begroting van het Ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1972.
Ingediend door de Regering, n° 4-XVI/1 (1971-1972).
Verslag van de heer Blanckaert, n° 4-XVI/2 van 20 juni 1972.
Amendement van de Regering, n° 4-XVI/3 van 27 juni 1972.

Buitenlandse zaken :

Vervoer :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag tot bestrijding van het wederrechtelijk in zijn macht brengen van luchtvaartuigen, opgemaakt te 's-Gravenhage op 16 december 1970.
Ingediend door de Regering, n° 147/1 van 11 april 1972.
Verslag van de heer Geldolf, n° 147/2 van 17 juli 1972.

Kinderbescherming :

Schouwspelen :

Wetsontwerp tot vervanging van de wet van 1 september 1920, waarbij aan minderjarigen beneden zestien jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.
Overgezonden door de Senaat, n° 379 van 12 mei 1953.

Verslag van Mevr. De Riemaecker-Legot, n° 51 van 26 november 1953.

Amendementen van: 1° de heer Dejardin; 2° Mevr. Fontaine-Borguet, n° 52 van 26 november 1953.

Amendement van de heer Fayat, n° 134 van 17 december 1953.

Amendementen van: 1° de heer Pierson; 2° de heer Van Eynde, n° 208 van 27 januari 1954.

Leger :

Officieren :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren.

Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 23 juni 1960.

Verslag van Mevr. de Moor-Van Sina, n° 568/2 van 16 februari 1961.

Publiek recht :

Nationale en Gewestelijke Raden :

Wetsontwerp houdende organisatie van de Cultuurraden.

Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 23 juni 1960.

Verslag van de heer Mertens de Wilmars, n° 569/2 van 8 februari 1961.

Amendement van de heer Radoux, n° 569/3 van 14 februari 1961.

Rechterlijke inrichting :

Wetsvoorstel tot aanvulling van het enig artikel, VIII, van de wet van 25 oktober 1919 tot tijdelijke wijziging van de rechterlijke inrichting en van de rechtspleging voor de hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Defraigne, n° 65/1 van 22 februari 1972.

Verslag van de heer Degroeve, n° 65/2 van 23 juni 1972.

b) Wetsontwerpen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Alcohol :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken.
Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 26 mei 1955.
Verslag van Mevr. Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 van 6 april 1960.

Banken :

Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Overgezonden door de Senaat, n° 927/1 van 1957-1958.

Verslag van de heer Fimmers, n° 642/2 van 1959-1960.

Belastingen :

Directe belastingen :

Wetsontwerp ter aanvulling van artikel 12 van de wet van 6 september 1895 aangaande het verhaal in beroep en in verbreking ter zake van directe belastingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 826/1 van 1957-1958.

Amendementen van de heer Philippart, n° 826/2 van 12 februari 1958.

Verslag van de heer Tielemans (F.), n° 826/3 van 6 maart 1958.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp tot aanvulling en uitlegging van de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

Overgezonden door de Senaat, n° 570 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer Tahon, n° 487/2 van 27 maart 1956.

Huwelijk :

Wetsontwerp betreffende de onvervreemdbaarheid der goederen voorzien bij artikel 214j van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 599 van 10 juli 1952.

Verslag van Mevr. Vanderveken-Van de Plas, n° 483/2 van 24 januari 1963.

Gemeenten :

Gemeentewet :

Wetsontwerp betreffende de verhoging van het aantal schepenen in sommige villegiaturgemeenten.

Overgezonden door de Senaat, n° 415 van 12 maart 1954.

Verslag van de heer De Cooman, n° 94/2 van 17 juni 1954.

(¹) De cursief gedrukte namen zijn namen van Volksvertegenwoordigers die geen deel meer uitmaken van de Kamer.

Handel en Nijverheid :*Prijzen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land.

Overgezonden door de Senaat, n° 639 van 29 juli 1948.

Verslag van de heer *Tuhon*, n° 486/2 van 27 maart 1956.

Verkoop op afbetaling :

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 augustus 1887 en van artikel 43bis der wet van 25 maart 1876.

Overgezonden door de Senaat, n° 228 van 4 oktober 1945.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 485/2 van 24 januari 1963.

Kieswetten :*Verkiezingen. — Verkiezingspropaganda :*

Wetsontwerp tot bescherming van de propaganda bij de verkiezingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 226 van 17 oktober 1946.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 232 van 21 oktober 1946.

Verslag van de heer *Spinoy*, n° 182 van 10 februari 1949.

Landbouw :

Wetsontwerp betreffende de bestuivingen en besproeiingen tijdens de bloeitijd met insectendodende stoffen.

Overgezonden door de Senaat, n° 420 van 8 mei 1951.

Verslag van de heer *Massart*, n° 864/2 van 18 februari 1958.

Onderwijs :*Lager onderwijs :*

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

N.B. — Dit ontwerp betreft de « Vriendenkringen ».

Overgezonden door de Senaat, n° 204 van 22 februari 1949.

Verslag van de heer *Verbist*, n° 241 van 16 februari 1950.

28 februari 1950. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Verslag van de heer *Remacle*, n° 654/2 van 17 april 1970.

2. Wetsontwerp tot schrapping van de artikelen 29 en 31 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 762/1 van 19 maart 1964.

Verslag van de heer *Remacle*, n° 656/2 van 17 april 1970.

Middelbaar onderwijs :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1881 op het middelbaar onderwijs (functie van studiemeester).

Overgezonden door de Senaat, n° 330 van 1949-1950.

Amendement van de heer *Deconinck (J.)*, n° 577 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer *Remacle*, n° 653/2 van 17 april 1970.

Oorlog :*Weerstand :*

Wetsontwerp ter bekrachtiging van het officieel bestaan van het Geheim Leger en tot herstel van zijn statuut.

Overgezonden door de Senaat, n° 312 van 9 maart 1950.

Verslag van de heer *Namèche*, n° 537/2 van 12 juni 1956.

16 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Landsverdediging.

Verslag van de heer *Verboven*, n° 590/2 van 12 juni 1963.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

Wetsontwerp houdende opheffing van artikel 8 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 168/1 van 1 december 1954.

Verslag van de heer *Remacle (L.)*, n° 655/2 van 17 april 1970.

Rechterlijke inrichting :*Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :*

Wetsontwerp betreffende het ambt van pleitbezorger en tot wijziging van de wet van 10 januari 1891, betreffende de pleidooien in de rechtbanken van eerste aanleg.

Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 24 februari 1960.

Amendementen van : 1° de heer *Lefère (F.)*; 2° de heer *Lindemans*, n° 443/2 van 2 maart 1960.

Verslag van de heer *Robyns*, n° 443/3 van 18 mei 1960.

Riviervisserij :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Overgezonden door de Senaat, n° 820/1 van 10 december 1957.

Verslag van de heer *Peiffer*, n° 820/2 van 29 januari 1958.

Amendement van de heer *Sainte*, n° 820/3 van 20 maart 1958.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951.

Overgezonden door de Senaat, n° 9/1 van 18 juni 1958.

Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 9/2 van 16 april 1959.

Strafrecht :*Overtredingen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 551, 5°, van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 232/1 van 22 juni 1966.

Verslag van de heer *Bohy*, n° 232/2 van 16 februari 1967.

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 123sexies van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 516 van 19 juni 1952.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 19 van 17 november 1953.

Verslag van de heer *Hermans*, n° 88 van 8 december 1953.

Amendement van de heer *Deruelles*, n° 146 van 29 december 1953.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 148 van 7 januari 1954.

27 januari 1954. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Verslag van Mevr. *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 van 24 januari 1963.

II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies.

a) Bijzondere Commissie.

COMMISSIE VOOR HET REGLEMENT.

Wetgevende Kamers :

Reglement van de Kamer :

Voorstel tot aanvulling van artikel 61 van het reglement van de Kamer.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 69/1 van 23 februari 1972.

b) Commissie voor de Begroting.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de Rijksmiddelenbegroting en de begroting van de Buitengewone Ontvangsten voor het begrotingsjaar 1973.

Ingediend door de Regering, n° 4 en n° 4-I/1 (1972-1973).

2. Wetsontwerp houdende de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1973.

Ingediend door de Regering, n° 4-II/1 (1972-1973).

c) Vaste Commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Arbeid :

Vakbonden :

Wetsontwerp tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Ingediend door de Regering, n° 889/1 van 18 februari 1971.

Amendement van de heer Posson, n° 889/2 van 16 maart 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/3 van 10 mei 1971.

Amendement van de heer Van Raemdonck, n° 889/4 van 18 mei 1971.

27 mei 1971. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en de Binnenlandse Zaken.

Amendementen van de heer Vansteenkiste (L.), n° 889/5 van 14 juni 1971.

Amendement van de heer Raskin, n° 889/6 van 15 juni 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/7 van 22 juni 1971.

Amendement van de heer Grootjans, n° 889/8 van 2 september 1971.

Verslaggevers : de heren Schyns en Tibbaut.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

Wetsontwerp betreffende de maatregelen ter uitvoering van de internationale verdragen en besluiten inzake overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten.

Ingediend door de Regering, n° 267/1 van 1 juni 1972.

Amendement van de heer Van Geyt, n° 267/2 van 19 juni 1972.

Verslag van de heer Schyns, n° 267/3 van 21 juni 1972.

22 juni 1972. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van de leeftijdsgrens voor de aanwerving in de openbare sector.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 109/1 van 9 maart 1972.

2. Wetsvoorstel tot depolitisering van de openbare sector en tot bevordering van de sociale promotie van het overheidspersoneel.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 285/1 van 8 juni 1972.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.

Arbeid :

Arbeidsovereenkomst :

Wetsvoorstel betreffende de deelneming aan de vergaderingen van de gemeente-, federatie-, agglomeratie- en provincieraden en van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer De Facq, n° 248/1 van 23 mei 1972.

Vakbonden :

Wetsontwerp tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Ingediend door de Regering, n° 889/1 van 18 februari 1971.

Amendement van de heer Posson, n° 889/2 van 16 maart 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/3 van 10 mei 1971.

Amendement van de heer Van Raemdonck, n° 889/4 van 18 mei 1971.

27 mei 1971. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt en de Binnenlandse Zaken.

Amendementen van de heer Vansteenkiste (L.), n° 889/5 van 14 juni 1971.

Amendement van de heer Raskin, n° 889/6 van 15 juni 1971.

Amendementen van de heer Van Geyt, n° 889/7 van 22 juni 1971.

Amendement van de heer Grootjans, n° 889/8 van 2 september 1971.

Verslaggevers : de heren Schyns en Tibbaut.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Belastingen :

Provinciale en gemeentelijke belastingen :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de gemeentebelasting op het lijkenvervoer.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 252/1 van 25 mei 1972.

Gemeenten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 17 juli 1970, houdende bekrachtiging van een derde reeks van koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel.

Ingediend door de Regering, n° 299/1 van 14 juni 1972.

Federaties van gemeenten :

Wetsvoorstel 1° tot vernietiging van de verkiezingen van 21 november 1971 voor de Agglomeratieraad van de Brusselse agglomeratie; 2° tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten; 3° tot het uitschrijven van nieuwe verkiezingen voor de Agglomeratieraad van de Brusselse agglomeratie.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 125/1 van 16 maart 1972.

Fusie van gemeenten :

Wetsvoorstel tot fusie van de stad Antwerpen met gemeenten gelegen aan de Linker Scheldeoever.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 224/1 van 9 mei 1972.

Verslaggever : de heer Rutten.

Gemeentewet :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 81 van de gemeentewet.
Ingediend door de heer De Mey, n° 74/1 van 24 februari 1972.

Personeel :

Wetsontwerp houdende syndicaal statuut van het personeel van de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen en de verenigingen van gemeenten welke niet onderworpen zijn aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.
Overgezonden door de Senaat, n° 364/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/2 van 23 maart 1960.

Amendementen van de heer Bracops, n° 364/3 van 30 maart 1960.

Amendement van de heer Bracops, n° 364/4 van 5 april 1960.

Amendement van de heer Bracops, n° 364/5 van 28 april 1960.

Subamendementen van de heer Saint-Remy, n° 364/6 van 10 mei 1960.

Amendement van de heer Saint-Remy, n° 364/7 van 5 juli 1960.

Verslaggever : de heer Piron.

Kieswetten :

Wetsvoorstel tot wijziging van het Kieswetboek en van de inrichtingswet der provinciale verkiezingen wat betreft de voorkeurstemmen en de verkiezing van de opvolgers.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 18/1 van 15 december 1971.
Amendement van de heer Damseaux, n° 18/2 van 30 december 1971.

Gemeentelijke verkiezingen :

Wetsvoorstel waarbij aan de vreemdelingen het recht wordt verleend om bij de gemeente-, de federatie- en de agglomeratieraadsverkiezingen te kiezen en zich verkiesbaar te stellen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 182/1 van 19 april 1972.

Kieswetboek :

1. Wetsontwerp tot wijziging van het Kieswetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 1022/1 van 24 juni 1971.

2. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 225 van het Kieswetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 309/1 van 21 juni 1972.

Verkiezingen :

Wetsontwerp tot wijziging van het Kieswetboek, zoals het laatst gewijzigd werd door de wet van 8 juli 1970, ten einde de kermisreizigers te machtigen per brief te stemmen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1025/1 van 24 juni 1971.

Landbouw :**Veldwetboek :**

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51 van het Veldwetboek.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 28/1 van 27 januari 1972.

Verslaggever : de heer Rutten.

Leger :**Dienstplicht :**

1. Wetsvoorstel tot interpretatie van het tweede lid van artikel 19 van de wet van 22 januari 1969 tot wijziging van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezaarden.

Ingediend door de heer Cudell, n° 9/1 van 15 december 1971.

Verslaggever : de heer Callebert.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 10, 12, 63 en 87 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 23/1 van 25 januari 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 54 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 102/1 van 7 maart 1972.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 10, § 2, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Tanghe, n° 104/1 van 7 maart 1972.

Verslaggever : de heer Henckens.

5. Wetsvoorstel betreffende de formaliteiten die nodig zijn om de hoedanigheid van militair te verkrijgen.

Ingediend door de heer Poswick, n° 123/1 van 16 maart 1972.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10, § 3, van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer De Clercq (W.), n° 128/1 van 21 maart 1972.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 87 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 131/1 van 21 maart 1972.

8. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 10, 12 en 118 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 174/1 van 12 april 1972.

9. Wetsvoorstel tot het verlenen van uitstel of vrijlating van militaire dienst op morele grond aan de dienstplichtigen die als politiek mandataris verkozen zijn.

Ingediend door de heer Glinne, n° 235/1 van 17 mei 1972.

10. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 263/1 van 1 juni 1972.

11. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezaarden, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1969.

Ingediend door de heer Cudell, n° 303/1 van 15 juni 1972.

Amendementen van de heer Defosser, n° 303/2 van 27 juni 1972.

Verslaggever : de heer Callebert.

Openbare besturen :**Talen :**

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer Raskin, n° 75/1 van 24 februari 1972.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de personeelsleden van de gemeenten, de provincies en de overheidsdiensten die hun ambt uitoefenen in het arrondissement Verviers.

Ingediend door de heer Schyns, n° 91/1 van 1 maart 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, samengevat op 18 juli 1966.

Ingediend door de heer Raskin, n° 168/1 van 12 april 1972.

Pensioenen :**Burgerlijke pensioenen :**

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juli 1954, betreffende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dit van hun rechtverkrigenden.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 53/1 van 15 februari 1972.

2. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de burgemeesters, schepenen en voorzitters van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 293/1 van 13 juni 1972.

Provincies :**Grondgebied :**

Wetsvoorstel tot overheveling van een aantal taalgrensgemeenten naar Vlaamse provincies.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (L.), n° 291/1 van 13 juni 1972.

Provinciale wet :

Wetsontwerp tot wijziging van de provinciale wet met betrekking tot de benoeming van de provinciale griffiers.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Overgezonden door de Senaat, n° 332/1 van 29 juni 1972.

Publiek recht :**Grondwet :**

1. Voorstel van verklaring van herziening van artikel 47 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Moulin, n° 98/1 van 7 maart 1972.

2. Voorstel van verklaring tot herziening der artikelen 47 en 50 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Levaux, n° 172/1 van 12 april 1972.

3. Wetsontwerp betreffende artikel 56bis van de Grondwet.

Overgezonden door de Senaat, n° 308/1 van 21 juni 1972.

Onverenigbaarheden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging, voor de tot een wetgevend mandaat verkozen leden van het rijkspersoneel, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Glinne, n° 237/1 van 17 mei 1972.

Amendement van de heer Glinne, n° 237/2 van 7 juni 1972.

Amendementen van de heer Anciaux, n° 237/3 van 22 juni 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Moulin, n° 278/1 van 7 juni 1972.

Raad van State :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 juni 1971 tot wijziging van de wetten betreffende de Raad van State.

Ingediend door de heer Scokaert, n° 316/1 van 22 juni 1972.

Nationale en gewestelijke raden :

1. Wetsontwerp houdende het statuut van het kanton van de Voer.

Ingediend door de Regering, n° 1064/1 van 16 juli 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Amendementen van de Regering, n° 282/2 van 7 juni 1972.

Amendement van de heer Bertrand (F.), n° 282/3 van 12 juni 1972.

Amendement van de heer Damseaux, n° 282/4 van 13 juni 1972.

21 juni 1972. — Verzonden naar de Raad van State voor advies.

Advies van de Raad van State, n° 282/5 van 21 september 1972.

Verslaggevers : de heren Willems en Dehousse.

2. Wetsvoorstel tot inrichting van de gewesten in toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Ingediend door de heer Van Geyt, n° 317/1 van 22 juni 1972.

Volksgezondheid :

Wetsvoorstel tot het vastleggen van de criteria voor het verblijf van bewoners van woonwagens die geen regelmatige verblijfplaats hebben.

Ingediend door de heer Poma, n° 159/1 van 12 april 1972.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN.**Buitenlandse Zaken :***Benelux :*

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot vereenvoudiging van formaliteiten aan de Beneluxbinnengrenzen in verband met de omzetbelasting en wijziging van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde, ondertekend te Brussel op 30 oktober 1970.

Ingediend door de Regering, n° 345/1 van 4 juli 1972.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, en van de Bijlage, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

Ingediend door de Regering, n° 378/1 van 19 september 1972.

Diplomatiek personeel :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Consulaire Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Federale Republiek Zuid-Slavië en van de wisseling van brieven, getekend te Belgrado op 30 december 1969.

Ingediend door de Regering, n° 371/1 van 28 augustus 1972.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de consulaire overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek Roemenië en van de briefwisseling, ondertekend te Boekarest op 1 juli 1970.

Ingediend door de Regering, n° 383/1 van 29 september 1972.

Europa :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Verdrag tussen het Koninkrijk België, de Bondsrepubliek Duitsland, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, het Groothertogdom Luxemburg, het Koninkrijk der Nederlanden, Lid-Staten der Europese Gemeenschappen, het Koninkrijk Denemarken, Ierland, het Koninkrijk Noorwegen en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland betreffende de toetreding van het Koninkrijk Denemarken, Ierland, het Koninkrijk Noorwegen en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland tot de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie;
2. Besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen inzake de toetreding van het Koninkrijk Denemarken, Ierland, het Koninkrijk Noorwegen en het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, tot de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal;
3. Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden en de aanpassing der Verdragen, Bijlagen genummerd I tot XI, Protocolen genummerd 1 tot 30 en Briefwisseling betreffende de monetaire vraagstukken;
4. Slotakte en Bijgevoegde Documenten, opgemaakt te Brussel op 22 januari 1972.

Overgezonden door de Senaat, n° 343/1 van 30 juni 1972.

Financiën :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst tussen België en Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, en van het Slotprotocol ondertekend te Luxemburg op 17 september 1970.

Ingediend door de Regering, n° 972/1 van 7 mei 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 1 april 1972.

Verslaggever : de heer Nothomb.

Handel :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de vierde internationale tinovereenkomst en van de bijlagen, opgemaakt te Londen op 1 juli 1970.

Ingediend door de Regering, n° 146/1 van 11 april 1972.

Verslaggever : de heer Dewulf.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Internationale Tarweovereenkomst 1971, bevattende : 1° het Tarwehandelsverdrag 1971 met Bijlagen; 2° het Voedselhulpverdrag 1971, opgemaakt te Washington op 29 maart 1971.

Ingediend door de Regering, n° 370/1 van 24 augustus 1972.

Internationaal privaatrecht :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring der volgende internationale akten : a) Verdrag tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden, betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen, ondertekend op 7 januari 1955, te Brussel; b) Aanvullende Overeenkomst bij dit Verdrag, ondertekend op 3 juli 1956, te 's-Gravenhage.

Ontwerp door de Senaat gewijzigd, n° 387/3 van 1956-1957.

Verslaggever : de heer Pierson.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Protocol betreffende de uitlegging door het Hof van Justitie van het Verdrag van 29 februari 1968 betreffende de onderlinge erkenning van vennootschappen en rechtspersonen, en gemeenschappelijke verklaring;
2. Protocol betreffende de uitlegging door het Hof van Justitie van het Verdrag van 27 september 1968 betreffende de rechterlijke bevoegdheid en de tenuitvoerlegging van beslissingen in burgerlijke en handelszaken, en gemeenschappelijke verklaring, opgemaakt te Luxemburg op 3 juni 1971.

Ingediend door de Regering, n° 287/1 van 12 juni 1972.

3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag tot afschaffing van het vereiste van legalisatie van buitenlandse openbare akten en van de Bijlage, opgemaakt te 's-Gravenhage op 5 oktober 1961.

Gewijzigd door de Senaat, n° 331/2 van 29 juni 1972.
Amendement van de Regering, n° 331/3 van 3 oktober 1972.

4. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het akkoord tussen het Koninkrijk België en het Groothertogdom Luxemburg, enerzijds, en de Verenigde Arabische Republiek, anderzijds, betreffende de schadeloosstelling van Belgische en Luxemburgse belangen, van het toepassingsprotocol en de bijlage ervan, alsook van de bijgevoegde brieven, ondertekend te Kaïro op 16 juni 1971.

Ingediend door de Regering, n° 377/1 van 19 september 1972.

Sociale Verzekeringen :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Overeenkomst betreffende de sociale zekerheid tussen het Koninkrijk België en de Staat Israël, ondertekend te Brussel op 5 juli 1971.

Ingediend door de Regering, n° 366/1 van 28 juli 1972.

Telegrafie en Telefonie (satellieten) :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten :

1. Overeenkomst inzake de internationale organisatie voor telecommunicatiesatellieten « Intelsat » en Bijlagen;
2. Exploitatie-Overeenkomst inzake de internationale organi-

satie voor telecommunicatiesatellieten « Intelsat » en Bijlage, opgemaakt te Washington op 20 augustus 1971.

Ingediend door de Regering, n° 379/1 van 19 september 1972.

Zaire :

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 14 april 1965 tot regeling van de financiële Staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Kongo tot de onafhankelijkheid.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 61/1 van 22 februari 1972.

Zeewezen :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol, opgemaakt te Brussel op 27 mei 1967, tot wijziging van het Verdrag tot eenmaking van bepaalde regels inzake hulp en berging, ondertekend te Brussel op 23 september 1910.

Ingediend door de Regering, n° 270/1 van 5 juni 1972.

Burgerlijk recht :

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp betreffende de afgifte van paspoorten.

Overgezonden door de Senaat, n° 599/1 van 19 februari 1970.

Verslaggever : de heer Geldolf.

COMMISSIE VOOR DE CULTUUR.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Auteursrecht :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 maart 1886 op het auteursrecht.

Ingediend door de heer Michel, n° 223/1 van 9 mei 1972.

Radio-Omroep :

Wetsvoorstel houdende statuut van de Belgische Radio en Televisie.

Ingediend door de heer Gol, n° 258/1 van 31 mei 1972.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Handel en Nijverheid :

Diensten :

Wetsontwerp waarbij aan de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw (B.D.B.L.) de voor zijn werking vereiste financiële middelen worden toegekend.

Ingediend door de Regering, n° 902/1 van 23 februari 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.

25 juni 1968. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot het instellen van een parlementair onderzoek inzake de financiële hulp aan ondernemingen die in moeilijkheden verkeren.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 60/1 van 22 februari 1972.

Mijnen :

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de mijnen, de groeven en de graverijen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 15 september 1919.

Gewijzigd door de Senaat, n° 766/3 van 19 mei 1971.

Mijnschade :

1. Wetsvoorstel betreffende de aansprakelijkheid voor schade veroorzaakt door de eigenaars van winplaatsen van grondwater en door personen die door het uitvoeren van werken de grondwaterstand verlagen.

Ingediend door de heer Deruelles, n° 11/1 van 15 december 1971.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationaal Fonds voor de vergoeding van de door de verlaging van de grondwaterstand veroorzaakte schade.

Ingediend door de heer Deruelles, n° 15/1 van 15 december 1971.

Woningen :

Wetsvoorstel tot regeling van de prijzen der bouwgronden voortkomende uit verkavelingen.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 44/1 van 8 februari 1972.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Begrotingen :

1. Wetsontwerp houdende de begroting van Dotatiën voor het begrotingsjaar 1973.

Ingediend door de Regering, n° 4-IV/1 (1972-1973).

2. Wetsontwerp houdende de begroting der Culturele Dotaties voor het begrotingsjaar 1973.

Ingediend door de Regering, n° 4-IVbis/1 (1972-1973).

Eindregeling :

Wetsontwerp houdende eindregeling van de begroting van de diensten van algemeen bestuur van de Staat van het jaar 1967 en van begrotingen van instellingen van openbaar nut van het jaar 1967 of voorgaande jaren.

Ingediend door de Regering, n° 375/1 van 14 september 1972.

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 71, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Havelange, n° 92/1 van 1 maart 1972.

2. Wetsvoorstel tot afschaffing van de samenvoeging van de inkomsten der echtgenoten.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 137/1 van 22 maart 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 63 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer De Clercq (W.), n° 175/1 van 12 april 1972.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 67, 3°, en artikel 71, § 1, 3°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 178/1 van 13 april 1972.

Indirecte belastingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 63/1 van 22 februari 1972.
2. Wetsvoorstel tot invoering van een artikel 142bis in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.
Ingediend door de heer Baudson, n° 119/1 van 15 maart 1972.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van het koninklijk besluit van 11 januari 1940 betreffende de uitvoering van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd door het koninklijk besluit van 8 maart 1962.
Ingediend door de heer Raskin, n° 167/1 van 12 april 1972.
4. Wetsvoorstel tot vrijstelling van de belasting over de toegevoegde waarde van de leveringen van goederen voortgebracht door minder-validen, invaliden en gepensioneerden die artistiek of ambachtelijk werk leveren.
Ingediend door de heer Gillet, n° 289/1 van 13 juni 1972.

Buitenlandse Zaken :*Internationaal privaatrecht :*

- Wetsvoorstel tot regeling van de schadeloosstelling van de Belgische schuldeisers voor de huurverbintenissen van de Republiek Zaire.
Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 136/1 van 22 maart 1972.

Burgerlijke rechtspleging :*Inbeslagneming :*

- Wetsontwerp tot invoering van een bijzondere procedure inzake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen.
Overgezonden door de Senaat, n° 491/1 van 1959-1960.
Verslaggever : de heer Barbé.

Financiën :*Openbare schuld en leningen :*

- Wetsontwerp tot interpretatie van het koninklijk besluit n° 16 van 22 juli 1939 betreffende de oprichting van een Dotatiefonds tot financiering van de oorlogspensioenen, de ouderdoms- en weduwerentetoelagen en de wezentoeslagen.
Ingediend door de Regering, n° 344/1 van 4 juli 1972.

Rijkscomptabiliteit :

1. Wetsontwerp waarbij op de tijdelijke personeelsleden en gewezen tijdelijke personeelsleden van het Ministerie van Koloniën, bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting, toepasselijk worden verklaard de bepalingen van de wet van 10 november 1953 betreffende het prijsgeven door de Staat van sommige schuldvorderingen ontstaan wegens omstandigheden in verband met de oorlog.
Overgezonden door de Senaat, n° 463/1 van 1959-1960.
Amendementen van de heer Saintraint, n° 628/2 van 18 juli 1963.
2. Wetsontwerp betreffende de terugbetaling van door de Staat onverschuldigd uitbetaalde sommen.
Overgezonden door de Senaat, n° 824/1 van 16 december 1970.
Verslaggever : de heer Posson.

Handel en Nijverheid :*Krediet :*

- Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 24 mei 1959 tot verruiming van de mogelijkheden inzake beroeps- en ambachtskredietverlening aan de middenstand.
Ingediend door de Regering, n° 369/1 van 18 augustus 1972.

Landbouw :*Krediet :*

- Wetsontwerp houdende wijziging van het statuut van het Nationaal Instituut voor Landbouwkrediet.
Ingediend door de Regering n° 374/1 van 14 september 1972.

Leger :*Frontstreden :*

- Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 31 van de wet van 8 juli 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire plicht of van een daarmee gelijkgestelde plicht en tot interpretatie van de artikelen 10 en 11 van de wet van 1 juni 1919 houdende instelling van een begiftiging ten voordele van de strijders van de oorlog 1914-1918, wat betreft het roekennen van de bedragen van de frontstredenrenten aan de weduwen en wezen van de oudstrijders van de oorlog 1914-1918.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 103/1 van 7 maart 1972.

Oorlog :*Krijgsgevangenen :*

- Wetsvoorstel tot aanpassing van de wet van 18 augustus 1947 houdende regeling van het statuut der krijgsgevangenen van de oorlog 1940-1945.
Ingediend door de heer Poma, n° 286/1 van 8 juni 1972.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging ten bate van het pensioenstelsel van de gevangenenbewaarders, van de wet van 15 mei 1920 waarbij, ten behoeve van de gerechtelijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen met het oog op hun eigen pensioen en dat van hun weduwen en wezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie van een gemeente bewezen.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 8/1 van 15 december 1971.
2. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenregeling van het loodsenpersoneel en van de dekofficiëren belast met het bevel over de schepen van de Oostende-Dover- en Oostende-Harwich-lijn.
Ingediend door de heer Claeys, n° 83/1 van 29 februari 1972.
3. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenregeling van het personeel van het loodswezen.
Ingediend door de heer Poma, n° 130/1 van 21 maart 1972.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van de pensioenregeling van het Rijks- en het gemeentepersoneel.
Ingediend door de heer Poma, n° 166/1 van 12 april 1972.
5. Wetsvoorstel tot valorisatie met het oog op het rustpensioen, van niet-bezoldigde diensten welke door vrijwillige bedienden in de griffies en de parketten gepresteerd zijn.
Ingediend door de heer Charpentier, n° 173/1 van 12 april 1972.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het koninklijk besluit n° 254 van 12 maart 1936 tot eenmaking van het pensioenregime der weduwen en wezen van het burgerlijk en het daarmede gelijkgestelde Rijkspersoneel.
Ingediend door de heer Niemegeers, n° 208/1 van 3 mei 1972.
7. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 26 maart 1969 betreffende het pensioen van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel evenals van de studiemeesters-opvoeders van de vrije inrichtingen voor technisch onderwijs of zeevaartonderwijs.
Ingediend door de Regering, n° 323/1 van 27 juni 1972.

Militaire pensioenen :

1. Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 6 van de wet van 10 augustus 1948.
Overgezonden door de Senaat, n° 692/1 van 13 december 1963.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 13 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.
Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 88/1 van 1 maart 1972.
3. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 2 februari 1954, houdende wijziging van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.
Ingediend door de heer Olaerts, n° 262/1 van 1 juni 1972.
Verslaggever : de heer Remacle (M.).
4. Wetsvoorstel tot uitbreiding van de voordelen van de wet van 5 juli 1971 tot de zeelieden die tijdens de oorlog 1914-1918 voor de Belgische koopvaardij en Staatsvloot hebben gevaren.
Ingediend door de heer Poma, n° 275/1 van 7 juni 1972.

Rekenhof :*Boek met opmerkingen :*

1. Onderzoek van het 127^{ste} Boek van het Rekenhof.
Verslaggever : de heer Van der Elst.
2. Onderzoek van het 128^{ste} Boek van het Rekenhof.
Verslaggever : de heer De Vids.

Sociale verzekeringen :*Onderdom en vroegtijdige dood :*

- Wetsvoorstel tot organisatie van de automatische binding van de evolutie van de pensioenen der werknemers in Belgisch Congo en Ruanda-Urundi aan die van de werknemerspensioenen.
Ingediend door de heer Clerfayt, n° 127/1 van 21 maart 1972.

Woningen :

- Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 2 juli 1971 tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode.
Ingediend door de Regering, n° 376/1 van 14 september 1972.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Amnestie :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van amnestie voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.
Ingediend door de heer De Beul, n° 106/1 van 7 maart 1972.
2. Wetsvoorstel betreffende de uitwissing van bepaalde veroordelingen wegens misdrijven gepleegd tijdens de landbouwersbetoging van 23 maart 1971.
Ingediend door de heer De Clercq (W.), n° 189/1 van 25 april 1972.

Beroepen :*Handelsagenten :*

- Wetsontwerp betreffende de agentuurovereenkomst.
Ingediend door de Regering, n° 283/1 van 14 februari 1969.
Amendementen van : 1° de heer Gillet; 2° de heer Lindemans, n° 283/2 van 14 mei 1969.
14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
Subamendementen van de heer Van Lidth de Jeude, n° 283/3 van 27 november 1969.
Verslaggever : de heer Boel.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Buitenlandse Zaken :*Oorlog :*

- Wetsontwerp betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de internationale overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949.
Ingediend door de Regering, n° 577/1 van 27 mei 1963.
Verslaggever : de heer Vanderpoorten.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Burgerlijk recht :*Adoptie :*

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 344 van het Burgerlijk Wetboek.
Ingediend door de heer De Beul, n° 206/1 van 3 mei 1972.

Burgerlijke aansprakelijkheid :

1. Wetsontwerp tot uitlegging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.
Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 14 februari 1963.
Verslaggever : de heer Van Rompaey.
2. Wetsvoorstel betreffende de vergoeding van de schade in verband met lichamelijke letsels die zijn opgelopen bij door wild veroorzaakte verkeersongevallen.
Ingediend door de heer Michel, n° 114/1 van 14 maart 1972.

Dienstbaarheid :

- Wetsvoorstel tot wijziging van Afdeling V van Titel IV van het Tweede Boek (artikelen 682 tot 685) van het Burgerlijk Wetboek, betreffende het recht van overgang of van noodweg.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 45/1 van 8 februari 1972.

Erfenissen :

- Wetsvoorstel tot wijziging en aanvulling van de artikelen 832 en 833 van het Burgerlijk Wetboek, betreffende de verdeling.
Ingediend door de heer Duerinck, n° 47/1 van 8 februari 1972.

Huwelijk :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 228 en 296 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de termijn om te hertrouwen na een echtscheiding.
Ingediend door de heer Baudson, n° 36/1 van 8 februari 1972.
Verslaggever : de heer Duerinck.

Huwelijkscontract :

- Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 1409, 1424 en 1425 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke gemeenschap, en toevoeging van een artikel 1424bis.
Gewijzigd door de Senaat, n° 417/3 van 1957-1958.
Verslaggever : de heer Mertens de Wilmars.

Inboorlingschap :

- Wetsontwerp op de Belgische nationaliteit.
Ingediend door de Regering, n° 915/1 van 3 maart 1971.
6 juli 1971. — Verzonden naar de Commissie voor de Naturalisaties voor advies (verslaggever : de heer Dhoore).
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
19 april 1972. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
Amendementen van de Regering, n° 222/2 van 8 mei 1972.
Verslaggever : de heer Defraigne.

Landpacht :

- Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1774, § 3, 2°, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 612/1 van 1959-1960.
Verslaggever : de heer Cooreman.

Scheiding en echtscheiding :

1. Wetsontwerp betreffende de uitkering na echtscheiding.
Opnieuw gewijzigd door de Senaat, n° 225/2 van 17 juni 1966.
Amendementen van : 1° de heer Charpentier; 2° de heer Duerinck; 3° de heren Leys en Belmans; 4° de heer Defraigne, n° 799/2 van 25 november 1970.
Amendement van de heer Havelange, n° 799/3 van 10 maart 1971.
Amendement van de heer Claes (A.), n° 799/4 van 16 maart 1971.
Verslaggever : de heer Saint-Remy.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige artikelen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de echtscheiding.
Ingediend door de heer Kempinaire, n° 140/1 van 22 maart 1972.

Verkoop :

- Wetsvoorstel waarbij ten voordele van de gemeenten een recht van voorkoop wordt ingesteld op de onroerende goederen welke te koop worden gesteld binnen de grenzen van een bijzonder plan van aanleg.
Ingediend door de heer Michel, n° 246/1 van 23 mei 1972.

Voogdij :

1. Wetsontwerp betreffende het beheer over effectendeposito's, boekjes en andere rekeningen op naam van minderjarigen.
Ingediend door de Regering, n° 603/1 van 24 februari 1970.
Amendementen van de Regering, n° 603/2 van 25 maart 1970.
Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 603/3 van 14 april 1970.
Amendement van de Regering, n° 603/4 van 12 mei 1970.
Amendementen van de Regering, n° 603/5 van 24 juni 1970.
Verslaggever : de heer Collignon.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 18 juni 1850 en van 28 december 1873 op de regeling voor de krankzinnigen alsmede van de artikelen 569, 594 en 627 van het Gerechtelijk Wetboek.
Overgezonden door de Senaat, n° 310/1 van 21 juni 1972.
Verslaggever : de heer Bourgeois.

Burgerlijke rechtspleging :*Bevoegdheid :*

- Wetsontwerp betreffende de machten van de rechter in kortgeding.
Overgezonden door de Senaat, n° 493 van 19 mei 1949.
Verslaggever : de heer Soudan.

Godsdiensten :

- Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 4 maart 1870 in verband met de godsdiensten.
 Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 73/1 van 23 februari 1972.
 Amendementen van de heer Degroove, n° 73/2 van 28 juni 1972.

Handel en Nijverheid :

- Wapens en munitie :*
 1. Wetsontwerp op de wapens en munitie.
 Ingediend door de Regering, n° 635/1 van 8 april 1970.
 Amendement van de heer Gillet, n° 635/2 van 13 mei 1970 (door indiener ingetrokken op 19 mei 1970).
 13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie van de Commissie voor de Justitie.
 Amendementen van de heer Cornet d'Elzius, n° 635/3 van 2 juni 1970.
 Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 635/4 van 16 juni 1970.
 Amendementen van de heer Duerinck, n° 635/5 van 5 november 1970.
 Amendementen van de heer Couronvaux, n° 635/6 van 17 november 1970.
 Amendementen van de heer Belmans, n° 635/7 van 30 november 1970.
 Verslaggever : de heer Van Rompaey.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
 2. Wetsvoorstel tot regeling van het gebruik van vuur- en sportwapens.
 Ingediend door de heer Baudson, n° 70/1 van 23 februari 1972.

Handelsrecht :

- Wetsvoorstel betreffende de in het Wetboek van koophandel gebruikte eedformule.
 Ingediend door de heer Poma, n° 297/1 van 14 juni 1972.

Jeugd :

- Wetsontwerp waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen.
 Ingediend door de Regering, n° 1065/1 van 29 juli 1971.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Leger :

- Militair gerecht :*
 1. Wetsontwerp betreffende de benoeming van het burgerlijk lid van de krijgstaden te velde.
 Overgezonden door de Senaat, n° 735/1 van 21 februari 1964.
 2. Wetsontwerp tot wijziging, wat de griffiers-hoofden van dienst betreft, van de artikelen 96 en 115 van de wet van 15 juni 1899 inhoudende de tabel II van het Wetboek van Strafrechtspleging voor het leger.
 Ingediend door de Regering, n° 380/1 van 22 september 1972.

Notariaat :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat, en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen.
 Overgezonden door de Senaat, n° 1021/1 van 25 maart 1965.
 Amendementen van de heer Hermans, n° 1021/2 van 30 maart 1965.
 Amendementen van de heer Saintraint, n° 1021/3 van 5 april 1965.
 Amendementen van : 1° de heer De Clercq (W.); 2° de heer Dewulf, n° 1021/4 van 8 april 1965.
 Amendementen van de heer Saintraint, n° 135/2 van 28 februari 1966.
 Amendementen van de Regering, n° 135/3 van 22 juni 1966.
 Amendementen van de heer Saintraint, n° 135/4 van 8 september 1966.

- Amendementen van de heer Van Lidth de Jeude, n° 135/5 van 27 september 1966.
 Amendementen van de heer Leys, n° 135/6 van 18 december 1967.
 Amendement van de heer Lefèvre (Th.), n° 135/7 van 25 januari 1968.
 Amendementen van de heer Lindemans, n° 253/2 van 21 januari 1969.
 Verslaggever : de heer Hermans.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren in notariële zaken.
 Overgezonden door de Senaat, n° 1033/1 van 7 april 1965.
 Amendement van de heer Saintraint, n° 358/2 van 30 januari 1967.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de aanhechting van het kanton Ninove bij het gerechtelijk arrondissement Oudenaarde.
 Ingediend door de heer Waltniel, n° 29/1 van 27 januari 1972.
 Verslag van de heer Kempinaire, n° 29/2 van 31 mei 1972.
 15 juni 1972. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.
 2. Wetsvoorstel tot oprichting van een gerechtelijk kanton met zetel te Gistel.
 Ingediend door de heer Claeys, n° 93/1 van 2 maart 1972.
 3. Wetsvoorstel betreffende de eedformule voor het gerecht.
 Ingediend door de heer Poma, n° 214/1 van 4 mei 1972.
 4. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.
 Ingediend door de Regering, n° 255/1 van 30 mei 1972.
 Amendement van de heer Flamant, n° 255/2 van 6 juni 1972.
 Verslag van de heer Dujardin, n° 255/3 van 19 juni 1972.
 22 juni 1972. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en de Tewerkstelling en Arbeid.
 5. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 947, 951, 952 en 983 van het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 280/1 van 7 juni 1972.
 6. Wetsontwerp betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van artikel 104 van de Grondwet.
 Ingediend door de Regering, n° 364/1 van 13 juli 1972.
 Amendement van de heer Raskin, n° 364/2 van 13 september 1972.

Arbeidsrechtbanken :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van de bevoegdheid aan de voorzitter van de arbeidsrechtbank inzake minnelijke schikking en oneigenlijke rechtspraak.
 Ingediend door de heer Kempinaire, n° 95/1 van 2 maart 1972.
 2. Wetsvoorstel betreffende de formaliteiten die aan de door de arbeidsrechtbanken aangewezen deskundigen zijn opgelegd.
 Ingediend door de heer Kempinaire, n° 96/1 van 2 maart 1972.

Balie :

1. Wetsontwerp betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat en houdende invoering van tuchtraden van beroep.
 Overgezonden door de Senaat, n° 247 van 8 maart 1949.
 Amendementen van de Regering, n° 244 van 6 februari 1951.
 Verslaggever : de heer De Gryse.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 439 van het Gerechtelijk Wetboek tot vaststelling van de titel van de advocaten.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 19/1 van 15 december 1971.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

- Wetsontwerp tot instelling van hoger beroep in tuchtzaken voor de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.
 Overgezonden door de Senaat, n° 488 van 19 mei 1949.
 Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 331 van 1949-1950.
 Amendementen van de heer Lefèvre (Th.), n° 24 van 28 juni 1950.
 Verslaggever : de heer De Gryse.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36bis van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
 Ingediend door de heer Duerinck, n° 66/1 van 22 februari 1972.
 2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 15 juni 1899 houdende titel II van het Wetboek van militaire strafvoordeling.
 Ingediend door de heer Charpentier, n° 120/1 van 15 maart 1972.

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 20 en 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Overgezonden door de Senaat, n° 369 van 4 maart 1954.
2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Overgezonden door de Senaat, n° 370 van 4 maart 1954.
3. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7, § 1bis, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de Regering, n° 79/1 van 28 februari 1972. Verslag van de heer Baert, n° 79/2 van 4 mei 1972. 10 mei 1972. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.
4. Wetsontwerp tot opheffing van artikel 5, § 4, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de Regering, n° 118/1 van 14 maart 1972. Amendementen van de heer Schyns, n° 118/2 van 11 april 1972.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 49 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken. Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 264/1 van 1 juni 1972.
6. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 43quinquies van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, ingevoegd bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de Regering, n° 304/1 van 15 juni 1972.

Vrederechten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heren Flamant en De Clercq (W.), n° 169/1 van 12 april 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek. Ingediend door de heer Flamant en De Clercq (W.), n° 207/1 van 3 mei 1972. Amendement van de heren Flamant en De Clercq (W.), n° 207/2 van 28 juni 1972.

Wedden :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 364 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Baudson, n° 33/1 van 8 februari 1972.
Verslaggever : de heer Collignon.

Spelen en weddenschappen :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 oktober 1902 op het spel, aangevuld door de wet van 19 april 1963.
Ingediend door de heer Raskin, n° 126/1 van 21 maart 1972.

Strafrecht :**Diefstal :**

- Wetsvoorstel tot aanvulling van hoofdstuk 1 van titel IX van het Strafwetboek, tot vaststelling van straffen tegen personen die onder bedreiging een luchtvaartuig hebben afgeleid.
Ingediend door de heren Gillet en Defraigne, n° 250/1 van 24 mei 1972.

Maatschappelijk onaangepasten :

- Wetsontwerp betreffende de maatschappelijk onaangepasten.
Ingediend door de Regering, n° 1014/1 van 17 juni 1971.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.
Amendement van de Regering, n° 260/2 van 31 mei 1972.
Verslaggever : de heer Van Rompaey.

Misbruik :

- Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 185, 186, 187 en 228 van het Strafwetboek en tot invoeging in dat Wetboek van een artikel 184bis.
Ingediend door de Regering, n° 857/1 van 20 augustus 1964.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Onvrijwillige doding :

Wetsvoorstel betreffende het invoeren van de waarschuwingsverplichting bij gevallen van dreigend ernstig gevaar.
Ingediend door de heer Geldolf, n° 135/1 van 22 maart 1972.

Slagen en verwondingen :

Wetsvoorstel tot regeling van de door de Staat uit te keren vergoeding aan de slachtoffers van geweldpleging.
Ingediend door de heer Glinne, n° 236/1 van 17 mei 1972.
Amendementen van de heer Defraigne, n° 236/2 van 30 mei 1972.

Strafrechtelijke geldboeten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, ter aanpassing van het bedrag der geldboeten aan de bestaansmiddelen van de veroordeelden.
Ingediend door de Regering, n° 592/1 van 17 februari 1970.
Amendementen van de heer Charpentier, n° 592/2 van 1 april 1970.
Verslaggever : de heer Mathys.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Veiligheid van de Staat (vreemd leger) :

Wetsontwerp betreffende diensten bij een leger- of een troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt.
Ingediend door de Regering, n° 478/1 van 14 november 1967.
Amendementen van de heer Saintraint, n° 478/2 van 4 december 1967.
Amendementen van de heer Glinne, n° 478/3 van 5 december 1967.
Verslag van de heer Lindemans, n° 478/4 van 20 december 1967.
Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/5 van 8 januari 1968.
Amendementen van de heer Glinne, n° 478/6 van 8 januari 1968.
Amendement van de Regering, n° 478/7 van 9 januari 1968.
Amendementen van : 1° de heer Defraigne; 2° de heer Pierson, n° 478/8 van 16 januari 1968.
Subamendement van de heer Glinne, n° 478/9 van 24 januari 1968.
Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 478/10 van 31 januari 1968.
Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/11 van 31 januari 1968.
Amendement van de heer Saintraint, n° 478/12 van 5 februari 1968.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Voorlopige hechtenis :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 20 april 1874 op de voorlopige hechtenis en tot aanvulling van artikel 447 van het Wetboek van strafvordering.
Gewijzigd door de Senaat, n° 312/2 van 21 juni 1972.

Strafvordering :

Wetsontwerp betreffende de strafregisters.
Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 12 april 1965.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 16 april 1965.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers van 1 maart 1968.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervoer :**Luchtvaart :**

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 juni 1937 houdende herziening van de wet van 16 november 1919 betreffende de regeling der luchtvaart en tot wijziging van de wet van 15 maart 1874 op de uitleveringen.
Ingediend door de Regering, n° 295/1 van 14 juni 1972.

Wetgevende Kamers :*Toezicht :*

1. Wetsvoorstel tot instelling van een ambt van parlementair procureur belast met het toezicht op de gelijke behandeling van man en vrouw in het openbare leven.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 116/1 van 14 maart 1972.

2. Wetsvoorstel houdende instelling van het ambt van Landsprocureur.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 199/1 van 27 april 1972.

3. Wetsvoorstel tot instelling van een Commissaris van het Parlement.

Ingediend door de heer Glinne, n° 298/1 van 14 juni 1972.

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.**Burgerlijk recht :***Landpacht :*

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving en van de wetgeving betreffende het recht van voorkoop ten gunste van huurders van landeigendommen.

Ingediend door de heer Michel, n° 251/1 van 25 mei 1972.

aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961. 25 juni 1968. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Landbouw.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot

Polders en wateringen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juli 1956 betreffende de wateringen.

Ingediend door de heer Picron, n° 105/1 van 7 maart 1972.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.**Leger :**

1. Wetsontwerp houdende statuut der soldaten en korporaals van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht.

Ingediend door de Regering, n° 372/1 van 5 september 1972.

2. Wetsontwerp houdende het tuchtreglement van de Krijgsmacht.

Ingediend door de Regering, n° 373/1 van 12 september 1972.

Amendement van de Regering, n° 122 van 21 januari 1953.

Verslag van de heer *Verboven*, n° 400 van 19 mei 1953.

Amendement van de heer Namèche, n° 469 van 9 juni 1953.

Amendement van de heer *Tervé*, n° 478 van 10 juni 1953.

10 juni 1953. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Oorlog :*Ontsnaptien :*

Wetsontwerp tot invoering van een statuut der oorlogsontsnaptien.

Overgezonden door de Senaat, n° 132 van 20 december 1951.

Openbare besturen :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 14 februari 1955 tot regeling van de toekenning van anciënniteitsbijslag enerzijds aan de militairen van de krijgsmacht en van de rijkswacht, oorlogsinvaliden 1940-1945 en anderzijds aan de door de Schatkist bezoldigde bedienaars van de eredienssten, oorlogsinvaliden 1940-1945.

Ingediend door de Regering, n° 381/1 van 26 september 1972.

COMMISSIE VOOR HET LEEFMILIEU.**Stedebouw :**

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

Ingediend door de heer Duerinck, n° 46/1 van 8 februari 1972.

Amendement van de heer De Keersmaeker, n° 46/2 van 31 mei 1972.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel houdende een reeks van algemene maatregelen ter vrijwaring van het leefmilieu.

Ingediend door de heer Poma, n° 150/1 van 12 april 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging.

Ingediend door de heer Poma, n° 154/1 van 12 april 1972.

3. Wetsvoorstel tot bestrijding van de luchtverontreiniging verwekt door motorrijtuigen.

Ingediend door de heer Poma, n° 155/1 van 12 april 1972.

4. Wetsvoorstel tot het verlenen van subsidies voor investeringen ter bescherming van het leefmilieu.

Ingediend door de heer Poma, n° 158/1 van 12 april 1972.

5. Wetsvoorstel tot het behoud van groene zones in agglomeraties van meer dan 30 000 inwoners.

Ingediend door de heer Poma, n° 161/1 van 12 april 1972.

6. Wetsvoorstel betreffende de luchtverontreiniging veroorzaakt door uitlaatgassen van motorvoertuigen.

Ingediend door de heer Goemans, n° 227/1 van 10 mei 1972.

Waters en Bossen :*Waternverontreiniging :*

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van oppervlaktewateren tegen verontreiniging.

Ingediend door de heer Poma, n° 151/1 van 12 april 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater.

Ingediend door de heer Poma, n° 160/1 van 12 april 1972.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.**Beroepen :***Architekten :*

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 26 juni 1963 tot instelling van een Orde van architecten.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 62/1 van 22 februari 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 februari 1939, gewijzigd door die van 12 juni 1969, betreffende de bescherming van de titel en het beroep van architect.

Ingediend door de heer Glinne, n° 212/1 van 4 mei 1972.

Landmeters-experts van onroerende goederen :

Wetsvoorstel houdende oprichting van een orde van landmeters-experts van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 85/1 van 29 februari 1972.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroeps- werkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 71/1 van 23 februari 1972.

2. Wetsvoorstel betreffende de inplanting van handels- en dienstverleningsbedrijven.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 281/1 van 7 juni 1972.

3. Wetsvoorstel waarbij sociaal-economische maatregelen worden getroffen ten gunste van zelfstandigen die aan het hoofd staan van kleine en middelgrote ondernemingen in moeilijkheden.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 283/1 van 8 juni 1972.

Sociale verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

Wetsvoorstel tot invoering van een stelsel van vergoedingen voor stopzetting van de beroepswerkzaamheid, voor beroepsopleiding en voor omscholing ten behoeve van zelfstandigen

Ingediend door de heer Cudell, n° 176/1 van 12 april 1972.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel houdende vervroeging met zes maanden van de

sociale programmatie ten voordele van de zelfstandigen. Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 56/1 van 16 februari 1972.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal rust- en overlevingspensioen voor alle werknemers en zelfstandigen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 82/1 van 29 februari 1972. 8 maart 1972. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Middenstand en de Sociale Voorzorg.

3. Wetsvoorstel waarbij het bedrag van het pensioen van de zelfstandigen aan de bedrijfsinkomsten gekoppeld wordt. Ingediend door de heer Cudell, n° 211/1 van 4 mei 1972.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.**Begrotingen :**

1. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — Franstalig regime — voor het begrotingsjaar 1972.

Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-A/1 (1971-1972). Verslaggever : de heer Brimant.

2. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — Nederlandstalig regime — voor het begrotingsjaar 1972.

Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-B/1 (1971-1972). Verslaggever : de heer Laridon.

3. Wetsontwerp houdende de begroting van Nationale Opvoeding — gemeenschappelijke sector van de Franstalige en Nederlands-talige regimes — voor het begrotingsjaar 1972.

Ingediend door de Regering, n° 4-XIX-C/1 (1971-1972). Verslaggevers : de heren Brimant en Laridon.

Beroepen :*Opvoeder voor dyslexie en dysortografie :*

Wetsvoorstel tot instelling van de wettelijke titel van opvoeder voor dyslexie en dysortografie.

Ingediend door de heer Payfa, n° 205/1 van 3 mei 1972.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het para-medisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Ingediend door de heer De Beul, n° 284/1 van 8 juni 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten van 15 april 1958 en 10 maart 1965, houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Ingediend door de heer De Clercq (W.), n° 290/1 van 13 juni 1972.

Hoger onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot inrichting van de sociale raad in de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen.

Ingediend door de heer Poma, n° 129/1 van 21 maart 1972.

2. Wetsontwerp op het technisch hoger onderwijs, houdende organisatie van de studien van industrieel ingenieur en van gegradueerde.

Ingediend door de Regering, n° 220/1 van 4 mei 1972.

Amendementen van de heer Delforge, n° 220/2 van 12 mei 1972.

Amendement van de heer Peeters, n° 220/3 van 15 mei 1972.

Amendementen van : 1° de heer Swaelen; 2° de heer Van Rompaey, n° 220/4 van 23 mei 1972.

Amendementen van : 1° de heer Barbeaux; 2° de heer Laridon; 3° de heer Otte, n° 220/5 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Delforge, n° 220/6 van 5 juni 1972.

Amendementen van de heer Henckens, n° 220/7 van 6 juni 1972.

Amendementen van de Regering, n° 220/8 van 12 juni 1972.

Amendementen van de heer Urbain, n° 220/9 van 19 juni 1972.

Amendement van de heer Mathot, n° 220/10 van 28 juni 1972.

Verslaggever : de heer Swaelen.

Kleuteronderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.

Ingediend door Mevr. Copée-Gerbinet, n° 139/1 van 22 maart 1972.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 november 1962 tot vaststelling van het bedrag van de toelagen toegekend aan de personeelsleden van de onderwijsinrichtingen van de Staat die toezicht uitoefenen 's morgens en gedurende het middagmaal.

Ingediend door de heer Raskin, n° 100/1 van 7 maart 1972.

Talen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Ingediend door de heer Raskin, n° 76/1 van 24 februari 1972.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een vergoeding voor de kennis van de tweede taal aan de leden van het bestuurs-, onderwijzend of administratief personeel van bepaalde in het arrondissement Verviers gevestigde onderwijsinrichtingen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 84/1 van 29 februari 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 179/1 van 18 april 1972.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.**Kunsten, Wetenschappen en Letteren :**

Wetsvoorstel betreffende het aanbrengen van artistieke versieringen in gebouwen van openbaar nut.

Ingediend door de heer Baudson, n° 34/1 van 8 februari 1972.

Monumenten en landschappen :

Wetsvoorstel tot bescherming van het duinenlandschap te De Panne.

Ingediend door de heer Leys, n° 261/1 van 1 juni 1972.

Oorlog :*Oorlogsschade :*

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 en 6bis van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954, en, bij uitbreiding, van de wetgeving betreffende de herstelling der schade veroorzaakt door de geallieerde expeditietroepen.

[Afgescheiden artikelen van het ontwerp n° 425/1. — Zie verslag van de heer Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]

Gewijzigd door de Senaat, n° 425/27 van 31 maart 1965.

Verslag van de heer De Mey, n° 425/28 van 6 april 1965.

28 april 1970. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

2. Wetsvoorstel tot invoering van een nieuw artikel 5bis in de op 30 januari 1954 gecoördineerde wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen.

Ingediend door de heer Schyns, n° 94/1 van 2 maart 1972.

Openbare werken :*Havens :*

Wetsvoorstel tot instelling van een Havenfonds 1970-1980.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 170/1 van 12 april 1972.

Woningen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 april 1949 tot instelling van een Nationaal Fonds voor de Huisvesting, ten einde : a) bij te dragen tot een snellere uitrusting van de complexen van volkswoningen en kleine landeigendommen; b) de oplossing te vergemakkelijken van het vraagstuk van de volkshuisvesting in de landelijke en halflandelijke streken van het land.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 257/1 van 31 mei 1972.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen.
Ingediend door de heer Baudson, n° 38/1 van 8 februari 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers.
Ingediend door Mevr. Verlact-Gevaert, n° 171/1 van 12 april 1972.
Verslaggever : de heer Callebert.
3. Wetsvoorstel betreffende de kinderbijslag voor grensarbeiders.
Ingediend door de heer Bila, n° 242/1 van 18 mei 1972.

Sociale verzekeringen :*Beroepsziekten :*

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van het koninklijk besluit van 28 maart 1969 houdende vaststelling van de lijst van beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling.
Ingediend door de heer Rutten, n° 41/1 van 8 februari 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 61 van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor en de voorkoming van beroepsziekten.
Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 43/1 van 8 februari 1972.
Amendementen van de Regering, n° 43/2 van 31 juli 1972.
Verslaggever : de heer Gondry.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schadeloosstelling voor de beroepsziekten.
Ingediend door de heer Olaerts, n° 180/1 van 18 april 1972.

Maatschappelijke zekerheid :

Wetsvoorstel ter bescherming van het verworven recht op de voordelen van de maatschappelijke zekerheid voor de moeder die tijdelijk ophoudt onderworpen te zijn aan de maatschappelijke zekerheid.

Ingediend door Mevr. Verlact-Gevaert, n° 42/1 van 8 februari 1972.
Verslaggever : de heer De Mey.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel waarbij uitoefening van een beroepsbezigheid wordt toegestaan aan alle personen die een ouderdoms- of overlevingspensioen genieten.

Ingediend door de heer Charpentier, n° 17/1 van 15 december 1971.

2. Wetsvoorstel betreffende de cumulatie van een rustpensioen als mijnwerker met het voordeel van een rente of een toelage verleend ter uitvoering van de wetgeving betreffende de arbeidsongevallen of beroepsziekten.

Ingediend door de heer Kelchtermans, n° 40/1 van 8 februari 1972.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een permanente commissie belast met het vaststellen van een sociaal bestaansminimum.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 55/1 van 16 februari 1972.

4. Wetsvoorstel tot instelling van een nationaal rust- en overlevingspensioen voor alle werknemers en zelfstandigen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 82/1 van 29 februari 1972.
8 maart 1972. — Verzonden naar de verenigde Commissies voor de Middenstand en de Sociale Voorzorg.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN ARBEID.

Arbeid :

1. Wetsvoorstel tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.
Ingediend door de heer Schyns, n° 90/1 van 1 maart 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 114 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.
Ingediend door de heer Olaerts, n° 186/1 van 20 april 1972.

Arbeidsovereenkomst :

1. Wetsontwerp strekkende tot schorsing van de uitvoering van het contract van dienstverhuring in geval van staking of lock-out.
Gewijzigd door de Senaat, n° 392 van 9 maart 1954.
Amendementen van de heer De Paepe, n° 464/2 van 23 februari 1956.
Verslag van de heer D'haeseleer, n° 172/2 van 18 maart 1959.
15 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

2. Wetsontwerp betreffende het sociaal statuut van de sportbeoefenaar.

Overgezonden door de Senaat, n° 651/1 van 16 april 1970.
Amendementen van de heer Brouhon, n° 651/2 van 29 april 1970.
Amendementen van de heer Raskin, n° 651/3 van 21 mei 1970.
Amendementen van de heren Brouhon en Verhenue, n° 651/4 van 11 maart 1971.

Amendement van de heer Duerinck, n° 651/5 van 1 april 1971.
Amendementen van de heer Bossicart, n° 651/6 van 3 juni 1971.
Verslaggever : de heer Dhoore.

Hygiëne en veiligheid der arbeiders :

1. Wetsontwerp betreffende de veiligheidsvoorschriften bij de fabricage, de behandeling en het gebruik van gevaarlijke scheikundige stoffen en produkten, ter voorkoming van ongevallen en beroepsziekten.

Overgezonden door de Senaat, n° 128/1 van 1958-1959.
Amendementen van de Regering, n° 128/2 van 17 maart 1959.
Verslag van de heer Bertrand (A.), n° 128/3 van 18 maart 1959.
12 november 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor advies naar de Commissie voor de Volksgezondheid en het Gezin.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het Algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 245/1 van 23 mei 1972.

Lonen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.

Ingediend door de heer Baudson, n° 37/1 van 8 februari 1972.

2. Wetsvoorstel betreffende het loon van de grensarbeiders.

Ingediend door de heer Bila, n° 265/1 van 1 juni 1972.

Handelsreizigers :

Wetsontwerp tot invoering van een beroepscenarizatiekaart voor handelsreizigers.

Overgezonden door de Senaat, n° 95 van 24 april 1945.

Verslag van de heer Heyman, n° 194 van 29 augustus 1945.

26 september 1945. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Onderwijs :*Beroepsonderwijs :*

Wetsvoorstel waarbij de jonge werknemers in staat gesteld worden tijdens de normale werkuren de leergangen van het onderwijs met beperkt leerplan te volgen en waarbij hun bezoldiging gedurende die tijd wordt geregeld.

Ingediend door de heer Baudson, n° 35/1 van 8 februari 1972.

Rechterlijke inrichting :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.

Ingediend door de Regering, n° 255/1 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Flamant, n° 255/2 van 6 juni 1972.

Verslag van de heer Dejardin, n° 255/3 van 19 juni 1972.

22 juni 1972. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en de Tewerkstelling en de Arbeid.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de gewezen grensarbeiders.

Ingediend door de heer Bila, n° 266/1 van 1 juni 1972.

COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN, DE TELEGRAFIE EN DE TELEFONIE.

Begrotingen :

Wetsontwerp houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1973.
Ingediend door de Regering, n° 4-XV/1 (1972-1973).

Financiën :*Openbare schuld en leningen :*

Wetsontwerp waarbij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gemachtigd wordt, onder waarborg van de Staat, leningen uit te schrijven ten belope van een som van 1.254 miljoen frank tot dekking van de kosten voor eerste aanleg.
Ingediend door de Regering, n° 351/1 van 5 juli 1972.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

Wetsvoorstel tot verlening aan de gepensioneerden van 50 % reduc-

tie op de netten van de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 115/1 van 14 maart 1972.

Volksgezondheid :

Wetsvoorstel tot regeling van het internationaal vervoer van gevaarlijke of verontreinigende stoffen die het leefmilieu kunnen beïnvloeden.

Ingediend door de heer Poma, n° 164/1 van 12 april 1972.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel betreffende de verplichte installatie in automobielen van een veiligheidssysteem tegen diefstal.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 240/1 van 17 mei 1972.

2. Wetsvoorstel tot verbetering van de opleiding van de jonge vrachtautochauffeurs.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (L.), n° 292/1 van 13 juni 1972.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.

Belastingen :*Waterleidingen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van sommige fiscale bepalingen betreffende de Nationale Maatschappij der Waterleidingen alsmede de verenigingen van gemeenten en van bijzondere personen voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten of voor doeleinden van gemeentelijk belang, naar de vereisten van de wet van 18 augustus 1907 opgericht.

Ingediend door de heer Verhenne, n° 26/1 van 25 januari 1972.

Hulpverlening :

Wetsvoorstel betreffende de verplichte inrichting van een reddingsdienst in de openbare zwembaden en aan de kust.

Ingediend door de heer Poma, n° 152/1 van 12 april 1972.

Oorlog :*Krijgsgevangenen — Politieke gevangenen :*

Wetsontwerp tot wijziging van de wetten betreffende het statuut van de politieke gevangenen en hun rechthebbenden, gecoördineerd op 16 oktober 1954, en tot vaststelling, voor bepaalde categorieën van krijgsgevangenen, van de toekenningmodaliteiten van het pensioen bedoeld in artikel 7, vijfde lid, van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Ingediend door de Regering, n° 479/1 van 25 september 1969.

Verslaggever : de heer Nazé.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Sociale verzekeringen :*Ouderdom en vroegtijdige dood :*

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1970 tot instelling van een verhuis-, een huur- en een installatietoelage ten voordele van bejaarden die een woning ontruimen, welke niet aan hun fysiek is aangepast, om een specifieke woning te betrekken.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 181/1 van 18 april 1972.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel tot bescherming tegen de gevaren van het roken van sigaretten.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 101/1 van 7 maart 1972.

2. Wetsvoorstel betreffende de rattenverdelging.
Ingediend door de heer Poma, n° 153/1 van 12 april 1972.

3. Wetsvoorstel betreffende het gebruik van niet aangerekend lediggoed.

Ingediend door de heer Poma, n° 156/1 van 12 april 1972.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een Nationale Dienst voor het vernietigen van het huisvuil.

Ingediend door de heer Poma, n° 157/1 van 12 april 1972.

5. Wetsvoorstel betreffende de normen waaraan het water der zwembaden moet voldoen.

Ingediend door de heer Poma, n° 162/1 van 12 april 1972.

6. Wetsvoorstel tot oprichting van een Waterdirectorium.

Ingediend door de heer Poma, n° 165/1 van 12 april 1972.

7. Wetsvoorstel tot bestrijding van het lawaai.

Ingediend door de heer Poma, n° 193/1 van 26 april 1972.

8. Wetsvoorstel tot verplichte inenting tegen roedehond.

Ingediend door de heer Payfa, n° 314/1 van 21 juni 1972.

Waters en bossen :*Waterverontreiniging :*

1. Wetsvoorstel ter aanmoediging van de bouw van private waterzuiveringsstations.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 10/1 van 15 december 1971.

2. Wetsvoorstel tot het verbieden van storten van afval in de omgeving van waterwinplaatsen van de maatschappijen voor drinkwatervoorziening en langsheen de waterlopen van klasse I.

Ingediend door de heer Poma, n° 163/1 van 12 april 1972.

Wegverkeer :

Wetsvoorstel tot verbetering van de veiligheid bij de organisatie van wielervedstrijden.

Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 138/1 van 22 maart 1972.

Woningen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de Huisvestingscode vastgesteld bij het koninklijk besluit van 10 december 1970 en bekrachtigd door de wet van 2 juli 1971.

Ingediend door de heer Van Rompaey, n° 64/1 van 22 februari 1972.

III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.

Arbeid :

Wetsvoorstel tot invoering van een stelsel van kredieturen voor de jonge werknemers, de zelfstandigen en helpers.
Ingediend door de heer Henckens, n° 361/1 van 10 juli 1972.

Arbeidsovereenkomst :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19, § 2, van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst voor werklieden.
Ingediend door de heer Delforge, n° 187/1 van 25 april 1972.

Verlof :

Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van de Regent van 22 juni 1948 houdende toekenning van kosteloze reiskaarten voor de jaarlijkse verlofdagen van mijnwerkers en van het koninklijk besluit van 28 juni 1967 houdende bepaling van de speciale modaliteiten om op de mijnwerkers en gelijkgestellten de wetgeving betreffende de jaarlijkse vakantie van de loonarbeiders toe te passen.

Ingediend door de heer Raskin, n° 190/1 van 25 april 1972.

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 162 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Raskin, n° 191/1 van 25 april 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 51, § 2, 1°, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Van Leemputten, n° 209/1 van 3 mei 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen inzake belastingvrijstelling van bepaalde giften.

Ingediend door de heer Poma, n° 327/1 van 28 juni 1972.

Provinciale en gemeentelijke belastingen :

1. Wetsvoorstel betreffende de gemeentebelastingen op de « logeerhuizen » of « verblijfsbelastingen ».

Ingediend door de heer Dhoore, n° 14/1 van 15 december 1971.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 februari 1965 waarbij aan de gemeenten wordt toegestaan parkeergeld op motorrijtuigen in te voeren.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 67/1 van 22 februari 1972.

Beroepen :

Handelsagenten :

Wetsvoorstel betreffende de handelsagentuurovereenkomst.

Ingediend door de heer Cudell, n° 328/1 van 28 juni 1972.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

Wetsvoorstel tot aanduiding van de Belgische leden van het Europees Parlement bij rechtstreeks algemeen stemrecht.

Ingediend door de heer De Croo, n° 24/1 van 25 januari 1972.

Zaire :

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 14 april 1965 tot regeling van de financiële staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Kongo tot de onafhankelijkheid.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 81/1 van 29 februari 1972.

Burgerlijk recht :

Adoptie :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van titel VIII van het Eerste boek van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Baert, n° 271/1 van 7 juni 1972.

2. Wetsvoorstel betreffende de plaatsing van kinderen met het oog op de wetgeving door adoptie en betreffende de erkenning van adoptiewerken.

Ingediend door de heer Baert, n° 272/1 van 7 juni 1972.

Burgerlijke Stand :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 362/1 van 12 juli 1972.

Verkoop :

Wetsvoorstel houdende afschaffing van de wet van 25 juni 1921 tot het innemen van een volgrecht op de openbare kunstveilingen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 353/1 van 5 juli 1972.

Voorrechten en hypotheeken :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 90, eerste lid, van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheeken.

Ingediend door de heer Raskin, n° 225/1 van 9 mei 1972.

Gemeenten :

Wetsvoorstel tot toekenning van de titel van ereburgemeester.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 341/1 van 29 juni 1972.

Federaties van gemeenten :

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 84 en 85 van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 68/1 van 22 februari 1972.

Gemeentewet :

Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Levaux, n° 315/1 van 21 juni 1972.

Handelsrecht :

Vennootschappen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 36 van de wet van 30 december 1970 op de economische expansie en artikel 108 van Titel V van Boek I van het Wetboek van koophandel.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 354/1 van 5 juni 1972.

Hulpverlening :

Wetsvoorstel tot invoering van een solidariteitsbelasting ten gunste van de ontwikkelingslanden.

Ingediend door de heer Dewulf, n° 99/1 van 8 maart 1972.

Jacht :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1961 tot regeling van het herstel der door grof wild aangerichte schade.

Ingediend door de heer Michel, n° 247/1 van 23 mei 1972.

1 juni 1972. — Verzonden naar de Raad van State voor advies.

Advies van de Raad van State, n° 247/2 van 8 augustus 1972.

Jeugd :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 253/1 van 25 mei 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1, tweede lid, van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de heer Cudell, n° 305/1 van 20 juni 1972.

Kieswetten :

Provinciale verkiezingen :

Wetsvoorstel waarbij voor de provincieraadsverkiezingen de kiesgerechtigde leeftijd op 18 jaar en de leeftijd van kiesbaarheid op 21 jaar wordt vastgesteld.

Ingediend door de heer Knoops, n° 13/1 van 15 december 1971.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de bij het koninklijk besluit van 19 december 1939 gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen voor werknemers.

Ingediend door de heer Baert, n° 273/1 van 7 juni 1972.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een sociaal-pedagogische toelage aan ongehuwde moeders die zelf voor hun kind zorgen.

Ingediend door de heer Baert, n° 274/1 van 7 juni 1972.

Landbouw :

1. Wetsvoorstel betreffende de ruilverkaveling van landeigendommen uit kracht van de wet.
Ingediend door de heren Poma en De Bcul, n° 324/1 van 28 juni 1972.
2. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het toepassingsgebied van artikel 3 van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de landbouw en van de tuinbouw.
Ingediend door de heer Herbage, n° 340/1 van 29 juni 1972.

Leger :*Burgerlijk personeel :*

Wetsvoorstel betreffende de oprichting van een dienst van lekenraadgevers bij het leger.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 348/1 van 4 juli 1972.

Dienstplicht :

1. Wetsvoorstel tot vermindering van de militaire dienstplicht.
Ingediend door de heer De Croo, n° 25/1 van 25 januari 1972.
2. Wetsvoorstel tot oprichting van een beroepsleger.
Ingediend door de heer Kempinaire, n° 197/1 van 27 april 1972.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende statuut van de gewetensbezwaarden, gewijzigd door de wet van 22 januari 1969.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 238/1 van 17 mei 1972.

Frontstreeprente :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van de aan de weduwe uitgekeerde frontstreeprente.
Ingediend door de heer Poma, n° 347/1 van 4 juli 1972.
2. Wetsvoorstel tot afschaffing van het onderscheid dat wordt gemaakt tussen frontstreepdragers, naargelang zij al of niet een Vuurkruskaart bezitten.
Ingediend door de heer Poma, n° 363/1 van 12 juni 1972.

Militair gerecht :

Wetsvoorstel tot afschaffing van de krijgstuuchtelijke cachotstraf.
Ingediend door de heer Poswick, n° 108/1 van 9 maart 1972.

Monumenten en landschappen :

Wetsvoorstel tot bescherming van het duinlandschap.
Ingediend door de heer Leys, n° 342/1 van 30 juni 1972.

Onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs en tot vrijwaring van de verkregen rechten van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulp personeel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van het Rijk.
Ingediend door de heren De Clercq (W.) en Grootjans, n° 188/1 van 25 april 1972.

Hoger onderwijs :

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van gegradueerde in rusthuisbeheer en bejaardenzorg.
Ingediend door de heer Gillet, n° 213/1 van 4 mei 1972.

Oorlog :*Burgerlijke oorlogsslachtoffers :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 28 en 32 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbers.
Ingediend door de heer Schyns, n° 256/1 van 30 mei 1972.

Gedeporteerden :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 december 1969, tot instelling van een lijfrente ten voordele van de gedeporteerden van de oorlog 1914-1918 en van de werkweigeraars en de gedeporteerden voor de verplichte tewerkstelling van de oorlog 1940-1945.
Ingediend door de heer Poswick, n° 210/1 van 4 mei 1972.

Openbare besturen :*Personeel in Afrika :*

Wetsvoorstel ter aanvulling van de wet van 20 juli 1971 tot wijziging van artikel 29 van de wetten betreffende het personeel in Afrika, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 21 mei 1964.
Ingediend door de heer Boon, n° 54/1 van 15 februari 1972.

Parlementair onderzoek :

1. Voorstel van parlementair onderzoek naar de diverse vormen van verontreiniging in de natuur.
Ingediend door de heer Gol, n° 149/1 van 12 april 1972.
2. Voorstel tot het instellen van een parlementair onderzoek naar het protocol van concessieverlening van 9 januari 1968 en de overeenkomst van 3 april 1968 aangegaan tussen de Regie van Telegraaf en Telefoon en de N.V. Promédia of elke andere vennootschap, waarbij de betrokken vennootschap voor een duur van vijftien jaar belast wordt met de samenstelling, het drukken en de verspreiding van de telefoongids.
Ingediend door de heer Knoops, n° 349/1 van 4 juli 1972.
3. Voorstel tot het instellen van een commissie van parlementair onderzoek naar de omstandigheden waarin bepaalde overeenkomsten zijn gesloten tussen diverse overheidsinstanties en de maatschappijen van de groep « Compagnie de Promotion » (voorheen « Consortium des Parkings ») — bekend onder de beginletters C.D.P. — en waarin aan die maatschappijen voordelen, steun, enz., is verleend of beloofd.
Ingediend door de heer Clerfayt, n° 352/1 van 5 juli 1972.

Pensioenen :*Burgerlijke pensioenen :*

Wetsvoorstel tot regeling van het pensioen van burgemeesters en schepenen.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 239/1 van 17 mei 1972.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 april 1958, waarbij onder meer een strijdersrente en een gevangenschapsrente worden ingesteld ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgeschiedenissen, zoals die wet gewijzigd is bij de wet van 29 maart 1967.
Ingediend door de heer Gillet, n° 124/1 van 16 maart 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.
Ingediend door de heer Delforge, n° 333/1 van 29 juni 1972.

Publiek recht :*Grondwet :*

1. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 60 en 61 van de Grondwet.
Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 59/1 van 22 februari 1972.
2. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 47, derde lid, van de Grondwet in verband met het vrouwenkiesrecht.
Ingediend door Mevr. Lahaye-Duclos, n° 367/1 van 2 augustus 1972.

Nationale en gewestelijke raden :

Wetsvoorstel tot instelling van een Staatssecretariaat voor het Duitse taalgebied.
Ingediend door de heer Damseaux, n° 39/1 van 8 februari 1972.

Raad van State :*Wedden :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van de wet van 9 juli 1969 tot wijziging van de wet van 5 april 1955 inzake de wedden van de ambtsdragers bij de Raad van State.
Ingediend door de heer Saint-Remy, n° 177/1 van 12 april 1972.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 731 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Kempinaire, n° 329/1 van 28 juni 1972.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 779, 918, 946, 955 en 1004 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Kempinaire, n° 330/1 van 28 juni 1972.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 755, 756 en 1026 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Kempinaire, n° 335/1 van 29 juni 1972.

Talen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Havelange, n° 234/1 van 17 mei 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4, § 1, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de heer Havelange, n° 325/1 van 28 juni 1972.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 4, § 2, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Ingediend door de heer Havelange, n° 326/1 van 28 juni 1972.

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36bis van de overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer De Clercq (T.), n° 194/1 van 26 april 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 371 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Laridon, n° 339/1 van 29 juni 1972.

3. Wetsvoorstel waarbij aan de personeelsleden van de rechterlijke orde een voorschot van 14 % van hun wedde wordt toegekend dat in mindering moet worden gebracht op hun gevaloriseerde wedde.

Ingediend door de heer Grafé, n° 346/1 van 4 juli 1972.

Sociale verzekeringen :

Beroepsziekten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 79 van het koninklijk besluit van 3 juni 1970 houdende coördinatie van de wetsbepalingen betreffende de beroepsziekten.

Ingediend door de heer Nazé, n° 306/1 van 20 juni 1972.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van het koninklijk besluit van 28 maart 1969 houdende vaststelling van de lijst van beroepsziekten die aanleiding geven tot schadeloosstelling.

Ingediend door de heer Kelchtermans, n° 355/1 van 5 juli 1972.

Maatschappelijke zekerheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de sociale zekerheid van mijnwerkers en gelijkgestelden.

Ingediend door de heer Dhoore, n° 16/1 van 15 december 1971.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 november 1971 tot vaststelling van de invloed van de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs op de inning van de bijdragen verschuldigd voor de eerste twee kwartalen van het jaar 1972 binnen het raam van het sociaal statuut der zelfstandigen.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 336/1 van 29 juni 1972.

Minder-validen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen.

Ingediend door de heer De Paepe, n° 360/1 van 10 juli 1972.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel houdende instelling van een Nationale Commissie belast met het opmaken van een egalisatieplan op het gebied van de pensioenen voor zelfstandigen.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 198/1 van 27 april 1972.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende de rust- en overlevingspensioenen voor werknemers.

Ingediend door de heer Baert, n° 215/1 van 4 mei 1972.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 van de wet van 12 juli 1966 op de rustoorden voor bejaarden.

Ingediend door de heer Verhenne, n° 276/1 van 7 juni 1972.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 25 van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967, ten einde de weduwen die een overlevingspensioen genieten toe te staan arbeid in loondienst te verrichten.

Ingediend door de heer Plasman, n° 296/1 van 14 juni 1972.

5. Wetsvoorstel tot afschaffing van het onderzoek naar de bestaansmiddelen inzake rust- en overlevingsuitkeringen voor zelfstandigen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 302/1 van 15 juni 1972.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 december 1967 houdende algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen en van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen

reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 337/1 van 29 juni 1972.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Moulin, n° 350/1 van 4 juli 1972.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen der zelfstandigen.

Ingediend door de heer Moulin, n° 356/1 van 5 juli 1972.

Spelen en weddenschappen :

Wetsvoorstel waarbij de automatische ontspanningstoestellen verboden worden.

Ingediend door de heer Defosset, n° 338/1 van 29 juni 1972.

Stedebouw :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, gewijzigd bij de wetten van 22 april 1970 en van 22 december 1970.

Ingediend door de heer Kelchtermans, n° 277/1 van 7 juni 1972.

Strafrecht :

Vrijwillige doding :

Wetsvoorstel ertoe strekkend in het Strafwetboek een artikel 397bis (nieuw) in te voegen met betrekking tot de veroordeling van de handelaars in verdovende middelen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 307/1 van 20 juni 1972.

Strafvordering :

Wetsvoorstel tot aanvulling van het Wetboek van Strafvordering.

Ingediend door de heer Raskin, n° 226/1 van 9 mei 1972.

Toerisme :

Wetsvoorstel betreffende de uitrusting van de toeristenroutes.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 359/1 van 7 juli 1972.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel houdende verbod om bij middel van vliegtuigen publiciteit te voeren.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 357/1 van 7 juli 1972.

2. Wetsvoorstel waarbij de bevoegdheid tot het verstrekken van geneesmiddelen voor dieren alleen aan apothekers wordt toegekend.

Ingediend door de heer Michel, n° 368/1 van 2 augustus 1972.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel tot invoering van de voorrang van links.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 196/1 van 27 april 1972.

2. Wetsvoorstel houdende verbod om publiciteit te maken voor de snelheid die de wagens kunnen ontwikkelen.

Ingediend door de heer Vandamme (F.), n° 358/1 van 7 juli 1972.

Wetgevende Kamers :

Wetsvoorstel houdende instelling van een procedure ter regeling van conflicten tussen wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van intern recht en bepalingen van internationaal recht of van gemeenschapsrecht.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 200/1 van 27 april 1972.

Woningen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de huisvestingscode, met het oog op het aanwakken van de strijd tegen de krotwoningen op initiatief van de openbare machten en besturen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 334/1 van 29 juni 1972.